



SANTÉ

Chirurgie orthopédique gratuite au profit des enfants



Des chirurgiens au chevet des malades

Démarrée depuis quelques jours à l'hôpital Mère-Enfant Blanche-Gomes, à Brazzaville, l'initiative qui s'achève le 3 novembre concerne les enfants

de 0 à 17 ans souffrant d'anomalies des membres supérieurs et inférieurs. Les interventions chirurgicales sont réalisées gratuitement par une équipe de

spécialistes, dans le cadre d'un partenariat entre le gouvernement congolais et l'association hollandaise « Sur un pied d'égalité ».

Page 3

LITTÉRATURE

Repenser l'avenir du livre à l'ère du numérique

La problématique a fait l'objet d'une conférence de presse animée par les responsables des éditions le Lys bleu, sur le thème « Repenser l'avenir du livre face aux nouveaux médias ».

Il a été question, en effet, pour les conférenciers, de prouver que l'imprimé ne peut pas suivre au pas les avancées technologiques ; cependant, le livre numérique et le papier doivent avoir non pas un mariage mais une alliance.

Page 9



Benoît Couzi entouré de Guy Migrenne et Omer Massoumou, doyen par intérim de la faculté des lettres, arts et sciences humaines

CONSOMMATION

Une norme à l'étude sur la qualité d'eau minérale au Congo



Les membres du comité technique

En vue d'assurer un contrôle de la qualité d'eau minérale produite et commercialisée au Congo, le ministère de l'Economie initie une norme visant à réglementer le secteur. Selon le directeur général de l'Agence congolaise de normalisation et de qualité au ministère de l'Economie, Jean Jacques Ngoko Mouyabi, l'objectif de cette initiative est de permettre au pays de disposer d'un seul référentiel applicable à toutes les entreprises productrices d'eau minérale.

Page 3

FRANCOPHONIE

La trente-sixième conférence se penche sur la protection de l'environnement

La trente-sixième conférence ministérielle de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) se tient du 30 au 31 octobre à Monaco, en France, sur le thème « Réconcilier l'humanité et la planète : perspectives dans l'espace francophone à la veille des 50 ans de l'OIF ».

L'événement va réunir les quatre-vingt-huit États et gouvernements membres de la Francophonie où quatre cent cinquante personnes provenant des cinq continents du monde sont attendues. Ces assises ont lieu une année avant le cinquantième de l'OIF.

Page 16

MUSIQUE

La rumba bientôt inscrite au patrimoine culturel immatériel de l'Unesco

Page 9

ÉDITORIAL

Cancer

Page 2

ÉDITORIAL

Cancer

De la même façon que la mort d'Oussama Ben Laden avait radicalisé encore un peu plus les fanatiques qui se réclament de l'Islam pour imposer leur loi au monde du Levant, de la même façon celle d'Abou Bakr al-Baghdadi, annoncée avec ostentation par le président américain, Donald Trump, en début de semaine, va inévitablement provoquer des attentats massifs dans de nombreux pays, en Europe notamment. D'où l'inquiétude qui grandit dans les capitales du Vieux monde et que traduisent de façon claire les déclarations publiques de leurs dirigeants, le Français Emmanuel Macron notamment.

Cette crainte est d'autant plus justifiée que la disparition de celui qui s'était autoproclamé chef de l'Etat islamique, à cheval sur l'Irak et la Syrie, se produit au moment même où l'aggravation du conflit entre les Turcs et les Kurdes, dans le nord de la Syrie et de l'Irak, a rouvert la boîte de Pandore que la coalition à laquelle participaient les troupes américaines, russes, françaises avait réussi à fermer. Pour dire les choses de façon encore plus claire, toutes les conditions sont de nouveau réunies dans cette partie du monde pour qu'elle sombre une fois de plus dans le chaos.

Si l'on ajoute à ce qui précède le fait que les tensions entre l'Iran chiite, l'Arabie saoudite sunnite et Israël s'aggravent de jour en jour, déséquilibrant les pays comme le Liban qui était jusqu'alors un havre de paix et la Jordanie qui avait su se protéger contre l'extrémisme, l'on ne peut qu'envisager l'avenir proche avec une grande inquiétude. Et, par conséquent, tout mettre en œuvre sans plus attendre pour se protéger par anticipation des répercussions inévitables que les conflits en cours au Proche et au Moyen-Orient auront inévitablement pour l'Afrique dans son ensemble.

Celle-ci étant très directement menacée par ces dérives comme on le voit en Libye, au Mali, au Niger, en Mauritanie mais aussi, beaucoup plus près de nous, au Burkina-Faso, au Cameroun, au Nigeria, en Centrafrique, il est temps de mettre en place les dispositifs de toute nature qui empêcheront le cancer qui ronge désormais la partie nord du continent de s'étendre vers le sud, c'est-à-dire vers nous. L'enjeu étant vital à tous égards, mieux vaudrait en prendre conscience avant qu'il soit trop tard !

Les Dépêches de Brazzaville

BCBTP

Le gouvernement insuffle une nouvelle dynamique à l'entreprise

Le ministre de l'Équipement et de l'entretien routier, Emile Ouosso, a présenté, le 28 octobre à Brazzaville, les dirigeants du Bureau de contrôle du bâtiment et des travaux publics (BCBTP) nommés récemment en Conseil des ministres. L'occasion également de préciser les orientations de cette structure technique.

Créé en 1986, le BCBTP est un établissement public à caractère technique et commercial. Il œuvre dans le domaine des bâtiments et travaux publics pour le contrôle technique des travaux. L'activité de ce bureau est composée des prestations, commissions aux opérateurs publics, parapublics et privés, telles que les études, le contrôle et l'expertise du laboratoire du BCBTP, le contrôle et la surveillance des travaux de construction tels des forages et des équipements annexes.

Dans sa structuration, le BCBTP est chapeauté par un comité de direction, organe d'orientation et de décision, ainsi que d'une direction générale composée de sept directions centrales.

Pour pérenniser d'importants investissements, il a été instruit, en 2013 et 2014, de restructurer ce bureau technique. Avec pour mission principale : mettre les atouts du BCBTP au profit de la nation et des travailleurs de cette structure.

Chemin faisant, la crise économique qui frappe de plein fouet le Congo est venue ralentir les ambitions de porter au rang sous-régional l'expertise de ce bureau en vue de capitaliser les investissements.

« Les problèmes du BCBTP sont communs à toutes les structures de l'Etat depuis l'apparition de la crise, aggravés par un portefeuille de créances sur les taxes de six milliards, sur des grands travaux de l'ordre d'environ quatre milliards », a révélé le ministre de l'Équipement. Il a ajouté qu'au nombre de ces pro-

blèmes, la pléthore du personnel, les absences injustifiées pour lesquelles, a-t-il, la loi devra être appliquée (le code du travail) car c'est « le seul moyen d'assainir l'entreprise ».

Pour insuffler une nouvelle dynamique au sein de cette entreprise, un nouveau président du Comité de direction, Antoine Nkodia – un banquier qui a évolué pendant toute sa carrière à la Banque centrale à Yaoundé et à Paris- a été nommé, le 18 octobre en Conseil des ministres, ainsi que le directeur général, Pierre Nkoua, reconduit à sa fonction.

Le BCBTP se veut performant

Après la présentation de ces figures du BCBTP, Emile Ouosso a souhaité l'établissement, de toute urgence, d'une feuille de route de sortie de crise. « Au regard de la conjoncture actuelle et pour permettre au BCBTP de pouvoir réaliser des prestations internationales, le BCBTP devra être doté d'un plan stratégique dans lequel il ambitionne l'horizon 2020 », a argumenté le directeur de cabinet par intérim du ministre de l'Équipement, Daniel Andia.

Et le directeur général du BCBTP, Pierre Nkoua, de souligner l'importance d'« établir ce plan qui va s'en doute intégrer la direction du personnel ». Un personnel qui, selon lui, ne travaille « presque pas » (soit la moitié de l'effectif). Une situation contraignante, a-t-il relevé, au moment du paiement des salaires.

Aussi, il a saisi l'occasion pour

rappeler les défis énormes auxquels est confronté le BCBTP. « Le salaire annuel compte cinq cents millions FCFA; associé à toutes les charges, cela revient à neuf cents millions FCFA alors que le chiffre d'affaires actuel est en deçà de ces charges », a fait savoir Pierre Nkoua, avant de souligner la difficulté à percevoir la subvention au Trésor public. « Mais qu'à cela ne tienne, nous arriverons à relever le défi et nous nous engageons pour cela », a-t-il promis.

« Il nous a été donné l'opportunité de relever cette entreprise afin de servir la nation avec une entreprise performante mais également avec un personnel. Je pense que ce sera un travail d'équipe pour le bien de l'entreprise », a, pour sa part, déclaré le président du Comité de direction du BCBTP.

Dans cette optique, des conventions de coopération ont été signées avec des Marocains et les Français concernant le laboratoire de cette entreprise pour planifier, préparer et investir. Une mesure qui s'impose au regard des transformations en vue.

Le BCBTP bat de l'aile depuis quelques mois, en témoigne la crise socio-professionnelle qui l'a secoué récemment. Ces nominations pourront-elles redresser cette entreprise en quête d'un nouveau souffle ? Une question qui vaut la peine d'être posée, au moment où la tutelle est de plus en plus exigeante. Dans l'espoir d'une sortie de crise, les dés sont jetés.

Josiane Mambou Loukoulou

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raissa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koumbéba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoulou, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service)

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -

Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Administration des ventes : Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Mauakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé Ngono

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél.: 06 700 09 00
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

EAU MINÉRALE

Le Congo élabore sa propre norme de production

Le référentiel en cours de rédaction devrait porter sur le captage de l'eau à la source, le traitement jusqu'à la mise en bouteille. Un comité technique en charge du dossier vient de lancer ses travaux, le 29 octobre, à Brazzaville.

Le comité technique, mis en place par le ministre de l'Économie, réunit les experts en eau, les délégués des entreprises locales, les cadres ministériels et l'Agence congolaise de normalisation et de qualité (Aconoq).

Selon le directeur général de l'Aconoq, Jean Jacques Ngoko Mouyabi, l'objectif de cette initiative est d'éviter une certaine disparité dans l'application des normes en matière de production d'eau minérale dans le pays et de permettre aux pouvoirs publics d'assurer le contrôle de qualité. « Si chaque unité de production doit avoir un référentiel, il est très difficile de pouvoir suivre et de pouvoir valider un certain nombre de choses. Comme nous l'avons fait précédemment pour la norme de ciment, nous avons voulu éviter cette disparité et permettre au pays de disposer d'un seul référentiel



applicable à toutes les entreprises qui produisent de l'eau minérale », a indiqué le patron de l'Aconoq.

La norme en préparation, a poursuivi le commis de l'État, va régler le problème de qualité avec les mêmes critères et les mêmes exigences pour toutes les sociétés installées dans le

pays. En ce qui concerne les produits importés (eau), Jean Jacques Ngoko Mouyabi a fait savoir que la future norme leur sera imposable, sans apporter plus de précisions.

À cet effet, des recommandations issues des travaux du comité technique seront soumises aux autorités de tutelle, dans

le cadre de la surveillance du marché. La tutelle va appuyer la norme et mener des missions de contrôle sur la conformité de l'eau à la nouvelle norme.

L'élaboration de la norme congolaise de l'eau minérale a été précédée par des consultations auprès des sociétés de production et des consomma-

teurs, a confié l'intervenant. « Nous avons également interrogé les syndicats patronaux, ainsi que certains ministères sectoriels. C'est fort de toutes ces informations que nous avons jugé bon d'élaborer un référentiel unique », a-t-il martelé.

Fiacre Kombo

SANTÉ

Des opérations chirurgicales gratuites pour les enfants de zéro à 17 ans

L'initiative prendra fin le 3 novembre et à ce jour, vingt-et-un cas d'anomalies des membres inférieurs et supérieurs ont été opérés depuis son lancement, il y a quelques jours, à l'hôpital spécialisé Mère-Enfant Blanche-Gomes.

La campagne d'interventions chirurgicales orthopédiques, en cours à Brazzaville, en faveur des enfants de zéro à 17 ans, est le résultat du partenariat entre le gouvernement et l'association hollandaise «Sur un pied d'égalité». Elle vise à soulager les malades en leur offrant les soins chirurgicaux sans déboursier un seul franc. « Nous avons au préalable présélectionné les malades. Les parents venaient inscrire les enfants et on avait mis en place une équipe médicale pour diagnostiquer les cas afin de déterminer lesquels nécessitaient des interventions chirurgicales ou pas », a expliqué Guy Landry Brice Dianzitoukoulou, directeur de la réadaptation à la direction générale des Affaires sociales. Les cas les moins graves sont juste soumis à une rééducation fonctionnelle, a-t-il poursuivi.

Cette initiative est bien accueillie par la population qui se voit épargner des dépenses exorbitantes liées à de telles opérations. « Nous saluons le partenariat entre le gouvernement et l'association "Sur un pied d'égalité" car à travers cette initiative, nos enfants sont guéris et nous ne dépensons rien pour leurs soins », a

« Nous saluons le partenariat entre le gouvernement et l'association "Sur un pied d'égalité" car à travers cette initiative, nos enfants sont guéris et nous ne dépensons rien pour leurs soins »,

indiqué Julienne Mahoungou, mère d'un enfant malade ayant bénéficié des soins chirurgicaux grâce à cette campagne d'opération. Il convient de souligner l'engouement du côté de la population car les parents viennent nombreux avec les enfants vivants avec handicap pour trouver guérison. En dehors des opérations chirurgicales, il y a aussi des contrôles des anciens cas déjà traités qui se font ainsi que les consultations. Le directeur de la réadaptation à la direction générale des Affaires sociales a néanmoins attiré l'attention des parents qui, après l'opération de leurs enfants, ne reviennent plus pour le contrôle. « Certains parents disparaissent définitivement alors que les équipes de contrôle sont mises en place pour le suivi des malades afin d'éviter les conséquences s'il peut y en avoir », a-t-il expliqué, en insistant sur le fait que les parents doivent respecter les consignes qui leur sont données. Pour l'heure, les opérations chirurgicales gratuites se poursuivent à l'hôpital spécialisé Mère-Enfant Blanche-Gomes, avant la fin prévue pour le 3 novembre. Ce ne sera assurément pas la dernière initiative du genre puisque selon l'accord qui lie les deux parties, les opérations sont prévues chaque année.

Rominique Makaya

DÉPARTEMENT DU POOL

Le CSI de Mabaya fait peau neuve

Située à quelque 28 km de Brazzaville, notamment dans la sous-préfecture de Goma Tsé-Tsé, cette infrastructure sanitaire endommagée par les récents événements du Pool a été officiellement remise aux autorités le 29 octobre après réfection par un privé.

Financés par l'Église de Jésus-Christ des Saints des derniers jours, à travers son département des affaires sociales et humanitaires LDS Charité, les travaux de réhabilitation du Centre de santé intégré (CSI) de Mabaya ont duré deux mois et demi. Confiés à l'Association Maman Bouck pour le développement du Congo, ces travaux ont consisté, entre autres, à la réhabilitation des bâtiments et à la construction des latrines.

En effet, cette aire de santé pourrait accueillir les habitants des villages environnants, notamment Mayitoukou, Koubola et Makana. Un ouf de soulagement pour le préfet du département du Pool, Georges Kilébé, qui a salué la dextérité avec laquelle le travail de réhabilitation a été fait selon les règles de l'art. « Ce joyau remis à neuf nous éloigne des tristes souvenirs ayant entraîné la destruction aveugle de nos propres édifices, biens communs à tous et à nos communautés », se souvient-il encore.

Le représentant régional de cette église, Eustache Ilunga, a remercié tous leurs partenaires qui ont compris la valeur de leur mission et leur apporte un soutien dans l'accomplissement de certaines actions. « Nous sommes certains que nous n'avons pas répondu à tous les besoins de ce CSI, mais nous sommes satisfaits d'avoir accompli l'essentiel avec les fonds qui proviennent des dons volontaires de nos membres à travers le monde », a-t-il déclaré, espérant que les autres besoins identifiés attireront l'attention des bienfaiteurs.



Euloge Landry Kolelas coupant le ruban symbolique

Adiac santé prouve votre engagement dans l'amélioration de leur accès aux soins de santé de base, non seulement ici mais aussi dans d'autres localités de notre pays », a pimenté Euloge Landry Kolelas, souhaitant que cet élan de solidarité puisse s'étendre à d'autres actions. Il a enfin exhorté les bénéficiaires à faire bon usage des infrastructures réhabilitées pour le bien-être des générations futures. Le directeur de cabinet du ministre en charge de la Santé et de la population, Florent Balandamio, a salué l'apport précieux de certains partenaires dans le renforcement des districts sanitaires. « Au nom du gouvernement (...), un grand merci à LDS-Charité pour s'être investi autant dans la renaissance de ce centre de santé qui tient allumée la flamme de Mabaya », a-t-il conclu, émettant lui-aussi le vœu de voir les bénéficiaires s'approprier les ouvrages réceptionnés.

« Votre souci d'appropriation des souffrances de la population de Mabaya dans le domaine de la

La réhabilitation de ce CSI s'inscrit dans le cadre du relèvement communautaire qui constitue un éventail des besoins de la population. En effet, c'est le haut-commissaire à la réinsertion des ex-combattants, Euloge Landry Kolelas, qui a négocié ce protocole d'accord. « La prise en charge des besoins sanitaires de la population en général et des communautés rurales en particulier, demeure au centre des préoccupations majeures des actions gouvernementales dans notre pays », a-t-il rappelé, rassurant le ministère de la Santé de sa disponibilité quant à appuyer les efforts du gouvernement dans la réhabilitation des structures socio-sanitaires endommagées.

Il s'est, par ailleurs, félicité de la promptitude avec laquelle l'église de Jésus-Christ des saints de derniers jours a réalisé cet ouvrage. « Votre souci d'appropriation des souffrances de la population de Mabaya dans le domaine de la

Parfait Wilfried Douniama

STAGE COMPTABLE SOCIAL H/F

Management Level : Stagiaire
Lieu du stage: Pointe-Noire
Présentation de l'entreprise :

PRICEWATERHOUSECOOPERS Congo est un cabinet de conseil juridique et fiscal, de commissariat aux comptes et d'expertise comptable fondé en 1984.

Dans le cadre de la mutation de notre service GCS (Global Compliance Service), Nous souhaitons accueillir deux stagiaires longue durée en formation. A l'issue de cette période de formation qui durera une saison, la collaboration pourra se poursuivre sous forme de CDI si les performances du stagiaire sont à la hauteur des standards de notre guide de performance.

Les principales missions du poste

Au sein de la LoS Assurance & Advisory, vous serez formé (e) aux principales missions de notre pôle GCS que sont :

- Participer à la réalisation de la paie d'un portefeuille de clients;
- Tenue de la comptabilité;
- Réalisations des déclarations sociales et fiscales (DAS, DSF...);
- Assister le Manager dans la réalisation et/ou la supervision des travaux conformément aux standard qualité de PwC;
- Soutenir la croissance de Firme;

Profil du/de la candidat(e)

- Vous êtes titulaire au moins d'un bac+ 4/5 en Comptabilité, Finance - Banque, en Gestion ou d'un diplôme équivalent,
- Vous faites preuve de curiosité, d'enthousiasme et avez une capacité d'adaptation à des environnements de travail variés,

- Vous faites preuve d'un engouement certain pour le travail d'équipe, êtes proactif(e), avez un sens de l'analyse et êtes attentif(ve) à la qualité de service rendue aux clients,
- Vous avez de bonnes capacités commerciales,
- Vous avez un très bon niveau d'anglais...
- Vous souhaitez vous investir au sein d'un Cabinet de renommée internationale, faire éclore vos talents et « ré imaginer le possible »;

... alors, n'attendez plus, rejoignez notre équipe Global Compliance Services et vivez la « PwC experience », un Univers d'opportunités !

Merci de transmettre votre CV détaillé et actualisé accompagné d'une lettre de motivation en indiquant en objet du mail: Candidature Stage Comptable Social, à l'attention de la Responsable des Ressources Humaines aux adresses suivantes au plus tard le 04 novembre 2019:

par mail à : recrutement.cg@cg.pwc.com

Ou aux adresses suivantes:

Au 88, Avenue du Général de Gaulle, B.P 1306, Pointe-Noire,

Avenue Amilcar Cabral, Enceinte BCI (Siège) Bâtiment Annexe - 1er étage, B.P 1140, Brazzaville. Congo (PricewaterhouseCoopers)

La sélection se fera sur CV, tests (psychotechniques, anglais, comptable...) et entretiens.

ANNONCE NUMERO: BRAZZAVILLE-2019-026

POSTE VACANT: PROPERTY CLERK (AGENT IMMOBILIER)

Grade - FSN-05

Contrat à durée indéterminée

DATE D'OUVERTURE DE L'OFFRE: 22 Octobre 2019

DATE DE CLOTURE: 05 Novembre 2019

EXIGENCES DU POSTE:

- Avoir au moins un Diplôme secondaire
- Avoir une bonne connaissance de la langue anglaise et française (niveau 3)
- Justifier d'au moins deux ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la gestion immobilière ou dans un service administratif.

TACHES PRINCIPALES:

Sous la supervision directe de l'assistant immobilier, le/la titulaire du poste effectue des entrées de données, maintien des enregistrements de propriété, crée et transmet tous les rapports de gestion de propriété, effectue les inventaires et maintien des documents pour les bureaux et les résidences de l'Ambassade.

COMMENT POSTULER:

L'Ambassade des Etats-Unis à Brazzaville a modernisé son processus de recrutement.

Désormais, toutes les demandes d'emplois devront se faire au moyen de son outil de recrutement électronique dénommé ERA (Electronique Recrutement Application) disponible sur son site web : <https://erajobs.state.gov/dos-era/cog/vacancysearch/searchVacancies.hms> (Copiez-le et collez-le dans votre navigateur Google Chrome ou Microsoft Edge)

Pour de plus amples informations sur cette offre d'emploi, prière de visiter le site web: <https://cg.usembassy.gov/embassy/jobs/> ou contacter le bureau des Ressources Humaines (tél: 06-612-2000/06-612-2109/06-612-2073/06-612-2133, email: BrazzavilleHRjobs@state.gov)

N-B : Seules les candidatures soumises par voie électronique seront traitées.
Merci de votre intérêt pour l'Ambassade des USA à Brazzaville.

Bonne chance!

ANNONCE NUMERO: BRAZZAVILLE-2019-025

POSTE VACANT: SENIOR FSNI (INVESTIGATEUR PRINCIPAL)

Grade - FSN-10

Contrat à durée indéterminée

DATE D'OUVERTURE DE L'OFFRE: 22 Octobre 2019

DATE DE CLOTURE: 05 Novembre 2019

EXIGENCES DU POSTE:

- Avoir au moins une licence en droit pénal ou équivalent
- Avoir une bonne connaissance de la langue anglaise et française (niveau 4)
- Justifier d'au moins quatre ans d'expérience professionnelle dans le domaine dans le secteur de l'investigation.

TACHES PRINCIPALES:

Sous la supervision directe du chef de la sécurité (RSO), le / la titulaire gère le Bureau des enquêtes de sécurité et les éléments de protection de l'Ambassadeur (gardes du corps) et mène des enquêtes sensibles sur les antécédents, l'emploi, la criminalité et la sécurité, selon les instructions du Bureau de sécurité régional. Assure la liaison avec les représentants du gouvernement du pays d'accueil au nom de l'ambassade des États-Unis et du bureau du RSO. Effectuer d'autres fonctions liées à la sécurité selon les directives du RSO.

COMMENT POSTULER:

L'Ambassade des Etats-Unis à Brazzaville a modernisé son processus de recrutement. Désormais, toutes les demandes d'emplois devront se faire au moyen de son outil de recrutement électronique dénommé ERA (Electronique Recrutement Application) disponible sur son site web : <https://erajobs.state.gov/dos-era/cog/vacancysearch/searchVacancies.hms> (Copiez-le et collez-le dans votre navigateur Google Chrome ou Microsoft Edge).

Pour de plus amples informations sur cette offre d'emploi, prière de visiter le site web: <https://cg.usembassy.gov/embassy/jobs/> ou contacter le bureau des Ressources Humaines (tél: 06-612-2000/06-612-2109/06-612-2073/06-612-2133, email: BrazzavilleHRjobs@state.gov)

N-B : Seules les candidatures soumises par voie électronique seront traitées.
Merci de votre intérêt pour l'Ambassade des USA à Brazzaville.

Bonne chance!

INSTITUT
FRANÇAIS
DU CONGO

PROGRAMME DE LA SEMAINE DU 28 OCTOBRE AU 03 NOVEMBRE

MARDI 29 OCTOBRE

18H30 18^{ÈME} FÊTE DU CINÉMA D'ANIMATION CINÉ-CLUB : ADAMA

MERCREDI 30 OCTOBRE

19H00 MERCREDI À LA CAFÉT : MKD SAT

JEUDI 31 OCTOBRE

16H00 EMISSION : ÇA C'EST BRAZZA

SAMEDI 02 NOVEMBRE

10H00 ANIMATIONS : LES RENDEZ-VOUS DE LA MÉDIATHÈQUE (SAMEDI DES PETITS LECTEURS, L'HEURE DU CONTE ET RENCONTRES DE SCRABBLE)

18H00 DANSE : PARS-COURS AVEC LES ATELIERS SAHM

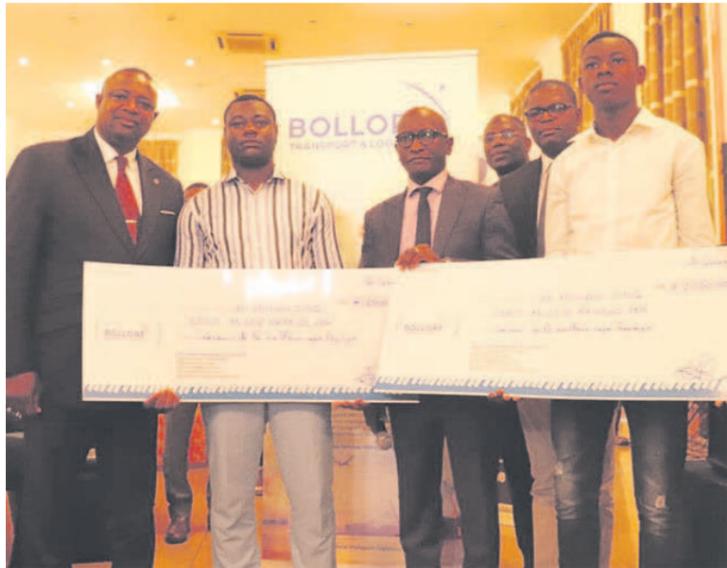
ça c'est
BRAZZA

Pour plus d'info veuillez consulter notre agenda du mois sur
www.institutfrancais-congo.com

TRANSPORT-LOGISTIQUE

Bolloré octroie une bourse à deux étudiants congolais

Les bénéficiaires, dont un de Pointe-Noire et un autre de Brazzaville, ont reçu chacun une bourse équivalente à 1,5 million francs CFA pour la prise en charge de leurs études de deuxième et troisième années.



Les deux lauréats

Les prix ont été remis à Philmar Mboundou Mouelet (Brazzaville) et Gelc Welcome Mavoungou, le 26 octobre, par Bolloré Transport & Logistics. Cette bourse est le résultat d'une convention de partenariat signée entre l'Association des logisticiens du Congo (ALC) et le groupe français.

Hormis la bourse d'études, les lauréats bénéficieront d'un stage de fin de cycle et seront prioritaires en cas d'embauche au sein du groupe Bolloré.

Pour le président de l'ALC, Fabrice Koumou Boulas, ce genre de concours national va contribuer à promouvoir les métiers de la logistique et du transport dans le pays. C'est aussi le même sentiment chez Philmar Mboundou Mouelet, qui a remercié le donateur pour son soutien.

Signalons que le concours a été organisé en mi-octobre et a vu la participation de cent trois étudiants. Ceux-ci sont issus de divers établissements du pays, notamment l'université de Loango, ISTC, EAD, Sueco, Est-Littoral, Cerec-Iscom, Hemip, Léonard de Vinci, IUT-AC, ECES, ISPU, Université Marien-Ngouabi.

Fiacre Kombo et Maliche Mbou-Eta (Stagiaire)

ARRÊT SUR IMAGE

Un tuyau de La congolaise des eaux menacé au quartier Massengo



A cause du ruissellement de sable depuis plus d'une semaine, sur l'avenue principale menant aux quartiers Ibaliko et Trois poteaux, dans le neuvième arrondissement de Brazzaville, le tuyau de La congolaise des eaux pourrait être endommagé si l'on n'y prend garde.

En effet, situé derrière la paroisse Saint-Grégoire de Massengo, ce tuyau attire depuis quelques jours l'attention des passants, car en cas de rupture, c'est toute une zone qui sera privée d'eau potable.

LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

Des échanges sur l'indice multidimensionnel

La rencontre a été organisée, le 25 octobre à Brazzaville, par le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), en partenariat avec le gouvernement, à l'occasion de la célébration en différé, de la Journée internationale pour l'éradication de la pauvreté.

La journée a été célébrée, le 17 octobre, à travers le monde, sur le thème « Agir ensemble et donner aux familles et aux enfants, à la société tout entière, les moyens de mettre fin à la pauvreté ». Au Congo, elle a été marquée, le 25 octobre, par un échange sur l'indice multidimensionnel de la pauvreté, afin de permettre aux participants d'avoir des connaissances sur son ampleur dans le pays.

Le Dr Franck Corneille Mampouya, directeur général du Plan et du développement, a indiqué, dans sa communication, que le Congo est confronté au problème de pauvreté monétaire. En 2005, les évaluations ont montré qu'environ 50,7% de Congolais vivaient dans la pauvreté et en 2011, environ 36,5%, ajoutant que jusqu'à nos jours, cette pauvreté est monétaire. La pauvreté monétaire, a-t-il expliqué, concerne le revenu

des personnes tandis que celle non monétaire concerne l'accès à l'eau potable, l'assainissement, l'électricité ainsi qu'à l'éducation, etc. Il a, par ailleurs, indiqué que la pauvreté multidimensionnelle touche la pauvreté de privation de droit, notamment la santé, le niveau de vie et bien d'autres.

Le représentant résident du Pnud au Congo, Maleye Diop, a renchéri que la pauvreté multidimensionnelle touche un quart de la population au Congo, répartie de manière plus ou moins homogène sur l'ensemble du territoire, hormis les grands centres urbains de Brazzaville et de Pointe-Noire. « Les analyses de cet indice montrent également que non seulement les enfants souffrent plus de l'extrême pauvreté que les adultes mais ils sont également exposés à plus de privations qui ne leur permettent pas

de pleinement jouir de leurs droits », a-t-il dit.

En effet, il a assuré que le Pnud s'alignant sur l'initiative mondiale « des laboratoires d'accélération » veut faire de l'innovation pour le développement durable et inclusif un des moteurs d'accélération de l'atteinte des objectifs de développement du pays. Ceux-ci sont déclinés dans le politique nationale de développement 2018-2022 et dans des objectifs de l'agenda 2030, afin de ne laisser personne de côté et contribuer à éradiquer durablement la pauvreté au Congo.

La ministre du Plan, de la statistique et de l'intégration régionale, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka Babackas, a souligné que l'éradication de la pauvreté au Congo s'appuie sur le renforcement du capital humain.

Lydie Gisèle Oko

CONFÉRENCE ÉCONOMIQUE AFRICAINE

Environ cinq cents experts et économistes du continent attendus en Egypte

La rencontre de haut niveau, la quatorzième du genre, se tiendra dans la ville égyptienne de Charm El-Cheikh, du 2 au 4 décembre.

Les assises connaîtront la participation active d'environ cinq cents experts économistes africains et porteront sur le thème « Emplois, entrepreneuriat et développement des capacités pour la jeunesse africaine ». Elles sont co-organisées par la Banque africaine de développement (BAD), la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique et le Programme des Nations unies pour le développement.

Justifiant le bien-fondé du choix porté sur ce thème, les organisateurs ont précisé qu'il s'aligne sur les Objectifs de développement durable (ODD) pour une croissance économique inclusive et durable.

En effet, la Conférence économique africaine (CEA) est la principale plate-forme de mise en réseau, de dialogue et de partage des connaissances sur les problèmes auxquels le continent est confronté. Ainsi, pendant les trois jours, les participants échangeront sur les questions relatives à l'emploi des jeunes, à leurs compétences et capacités d'entreprendre. Ceci, afin d'évaluer les réformes et initiatives en cours visant à résoudre ces problèmes.

Pendant les travaux, les conférenciers proposeront des stratégies et des recommandations concrètes pour accélérer la mise en œuvre des principales politiques de développement telles qu'il a été précisé dans l'agenda 2063 de l'Union africaine et les ODD. « Le thème de cette année s'aligne sur le programme de développement des partenaires de la conférence, notamment la BAD qui, entre 2016 et 2018, a créé trois millions d'emplois directs, grâce à des investissements de dix milliards de dollars américains dans cent deux projets réalisés dans trente-deux pays », précisent les organisateurs. Ils concluent que le conseil d'administration de la BAD a récemment approuvé trois cent dix-huit projets dans quarante-huit pays africains, d'une valeur de neuf milliards de dollars qui devraient générer quatre millions d'emplois directs.

Notons que l'édition 2018 de la CEA, tenue à Kigali, au Rwanda, avait mis l'accent sur l'intégration économique comme levier de changement pour la croissance inclusive et la prospérité en Afrique.

Rock Ngassakys

CENTRAFRIQUE

Des personnes portées disparues

Une dizaine de personnes à bord d'un camion humanitaire sont portées disparues, après l'attaque des éléments d'un groupe rebelle dans le sud-est du pays, a-t-on appris lundi de sources locales.

Dans la nuit de vendredi à samedi derniers, à environ 100 km de la ville de Djéna, dans la préfecture du Haut-Mbomou (sud-est), des membres de l'Union pour la paix en Centrafrique (UPC) d'Ali Darass ont attaqué un camion de service humanitaire. Seules sept personnes à son bord ont pu s'échapper, et une dizaine d'autres sont portées disparues, a déclaré lundi le député de la ville centrafricaine de Djéna, Lambert Akovourou.

Peu après l'attaque, les rebelles ont incendié le camion, y compris le stock de médicaments qu'il transportait, a ajouté Lambert Akovourou, exprimant son inquiétude quant aux personnes disparues.

Cette attaque a été confirmée par le préfet du Haut-Mbomou, Judes Ngayoko, qui a fait remarquer que les hommes de l'UPC sont également présents dans la ville de Bambouti de la même préfecture, proche de la frontière avec le Soudan du Sud.

Malgré les sommations du gouvernement centrafricain et de la mission onusienne de maintien de la paix, le chef rebelle Ali Darass ne cesse de déployer ses hommes. De sources concordantes, pour l'heure, ses fidèles sont répandus sur quatre préfectures que sont la Ouaka (centre), la Basse Kotto (sud-est), le Mbomou (sud-est) et désormais le Haut-Mbomou (sud-est).

Xinhua

DIPLOMATIE

Le Congo appelle à forger un ordre mondial juste et équitable

A la faveur du 18e sommet du Mouvement des pays non-alignés, tenu du 26 au 27 octobre à Bakou, en Azerbaïdjan, le ministre des Affaires étrangères, de la coopération et des Congolais de l'étranger, Jean-Claude Gakosso, a souhaité que les Etats concernés apportent des réponses adéquates aux défis contemporains.

« Il nous faut concevoir des approches susceptibles de nous permettre de poursuivre avec plus d'efficacité la réalisation de notre légitime aspiration à construire un monde pacifique et prospère », a déclaré le ministre congolais des Affaires étrangères. Ce qui obéirait, selon lui, au thème de la rencontre de cette année, qui est de raviver l'élan politique du mouvement et d'affirmer son leadership sur la scène internationale. Le chef de la diplomatie congolaise s'exprimait devant les chefs d'Etat et de gouvernement de près d'une soixantaine de pays.

Estimant qu'une action plus vigoureuse était nécessaire « face aux défis encore plus complexes du monde multipolaire », le ministre a insisté pour que cela se fasse dans le fil des principes adoptés à Bandung, en 1955. Il s'est, en outre, félicité de ce que certains membres du mou-

vement sont « devenus des pays émergents » et constituent « de nouveaux pôles de développement ».

« De nouveaux partenariats se nouent et se développent, qui ouvrent de nouvelles perspectives de coopération internationale », a relevé Jean-Claude Gakosso, soulignant : « Tout semble indiquer qu'un nouvel ordre du monde se forge progressivement sous nos yeux, qu'une recomposition géopolitique nouvelle s'organise. Tout cela ne peut évidemment pas être ignoré ».

Malgré ces avancées, la délégation congolaise a dit ne pas ignorer les développements récents sur la scène internationale qui « cachent mal quelque volonté de puissance et d'hégémonie de la part de certains Etats, ainsi qu'une propension obstinée à l'unilatéralisme ». Ce qui n'a pas empêché le Mouvement des non-alignés de rester « un partenaire stratégique, une force politique incontournable pour appuyer les Nations unies dans la défense du multilatéralisme », afin de créer un

environnement propice à la solidarité, à la compréhension et à la tolérance dans le respect des idéaux de sa charte.

« Dans cette entreprise, l'unité dans la diversité et la solidarité qui ont toujours caractérisé les membres de notre mouvement reste une exigence. C'est la condition sine qua non pour notre organisation qui doit prospérer comme un acteur majeur sur la scène internationale », a soutenu le chef de la délégation congolaise. « Il nous faut, en l'occurrence,

renforcer notre cohésion pour nous affirmer comme une force d'action et de proposition sur les questions de préoccupation commune, telles que la lutte contre le dérèglement climatique, la lutte contre la pauvreté, la lutte contre le terrorisme et la poursuite de la revendication pour l'émancipation des peuples », a-t-il poursuivi.

Le Mouvement des pays non-alignés, qui compte cent vingt pays membres, rassemble 55% de la population mondiale. Il accueille également dix-sept pays et dix organisations internationales ayant le statut d'observateur. Quant au sommet de cet espace, il se tient tous les trois ans et permet à ses membres de discuter des questions majeures, dont celles portant sur les domaines politique, sécuritaire et celui du développement.

Nestor N'Gampoula

« Il nous faut, en l'occurrence, renforcer notre cohésion pour nous affirmer comme une force d'action et de proposition sur les questions de préoccupation commune, telles que la lutte contre le dérèglement climatique, la lutte contre la pauvreté, la lutte contre le terrorisme et la poursuite de la revendication pour l'émancipation des peuples »

AFRIQUE CENTRALE

La FAO en quête de stratégies pour booster la production agricole

Dans le souci de transformer le monde rural et développer l'agro-industrie, l'équipe multidisciplinaire du bureau sous-régional de l'agence onusienne se réunit, du 29 au 31 octobre, à Libreville, au Gabon.

Sur le thème « Relever les défis de la transformation du monde rural et du développement des systèmes agro-industriels inclusifs en Afrique centrale », la rencontre permettra de passer en revue les programmes, les projets et les activités de chaque pays. Elle sera également l'occasion de faire le point des activités en cours, d'identifier les défis et les perspectives des différents pays ainsi que de la sous-région.

Pour ce faire, la session d'échange réunira des représentants de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) des pays de la

sous-région, notamment de la Centrafrique, du Gabon, des deux Congo, du Cameroun, du Tchad, de la Guinée équatoriale et de São Tomé-et-Principe. Pendant deux jours, les participants vont échanger sur les différentes stratégies et approches ainsi que sur les interventions (publiques-privées) à promouvoir dans le monde rural pour développer les systèmes agroalimentaires inclusifs.

D'après les organisateurs, la justification du thème retenu cette année relève des différents changements rapides survenus au cours des dernières décennies, modifiant

ainsi le regard du développement dans le monde. En effet, bien que l'économie mondiale connaisse une importante transformation et évolution, le monde rural reste affecté par les départs massifs de sa population vers les centres urbains.

Signalons qu'une des pistes préconisées par la FAO est la création d'emplois, favorisant ainsi l'augmentation des revenus et le bien-être dans le monde rural. Une approche qui, selon elle, passe par un investissement important dans la gestion du développement durable de l'environnement.

Gloria Lossele

NUCLÉAIRE

Moscou offre sa technologie clé en main à l'Afrique

Pour le gouvernement russe, il s'agit de s'assurer des parts de marché dans la bataille commerciale engagée par les géants de l'énergie qui se bousculent pour éclairer le continent noir. Un marché juteux.

Au premier forum économique Russie-Afrique de Sotchi, le nucléaire russe a attisé la curiosité des délégations africaines. Et pour cause. En 2019, l'Afrique subsaharienne reste à la traîne dans l'accès à l'électricité. La technologie nucléaire russe, à des fins civiles, a retenu l'attention des pays africains.

Aussi, Moscou a mobilisé les experts de Rosatom, son agence nucléaire pour proposer aux Etats africains le choix de leur technologie à des fins civiles pour booster leur développement.

Le président Vladimir Poutine a assuré que les projets proposés se font sans la moindre ingérence politique. Le dernier accord portant sur le nucléaire remonte au 17 octobre courant.

Rosatom a signé un accord préliminaire de coopération pour construire un centre de recherche sur le nucléaire au Rwanda, ainsi qu'avec l'Ethiopie. « Nous sommes prêts à proposer à nos partenaires éthiopiens des solutions et nous les invitons à venir visiter les installations russes », a déclaré à la presse le patron de Rosatom, Alexei Likhatchev, qui dispose déjà de protocoles d'accord avec dix-huit pays africains, parmi lesquels, l'Egypte, le Nigeria, le Soudan, le Kenya, le Ghana, la Zambie et l'Ouganda.

On pense aussi que la coopération avec la Zambie et le Rwanda aboutira très vite. Dix Etats africains ont annoncé clairement leurs intentions de se doter de centrales nucléaires pour faire face au déficit criant en matière d'énergie. En plus de l'Afrique du Sud, qui est le seul pays du continent à disposer d'une centrale nucléaire, au moins cinq autres pays devraient en disposer à l'horizon 2025.

Aujourd'hui, plus de la moitié de la population africaine n'a pas accès à l'électricité sur un continent qui devrait compter deux milliards d'habitants en 2050. Éclairer l'Afrique représente donc un marché juteux qui aiguise l'appétit de l'industrie nucléaire russe. Moscou vante son savoir-faire dans ce domaine. Les centrales russes auraient l'avantage d'être moins chères que celles des concurrents occidentaux et souvent assorties de prêts avantageux octroyés par Rosatom.

N.Nd.

FRANC CFA

Idriss Deby donne son avis

« Il appartient maintenant aux chefs d'Etat africains, comme je le pense, de renégocier cette convention qui nous lie à une monnaie qui n'est pas la nôtre avec une parité fixe », a déclaré le président tchadien. « Le seul intérêt du franc CFA, c'est d'avoir quatorze pays avec une monnaie commune. Il faut que les quatorze pays restent regroupés et qu'ils renégocient pour que le Trésor français ne nous gère plus », a-t-il poursuivi. « C'est à nous de gérer notre monnaie avec notre banque centrale. Au niveau du conseil d'administration de notre banque centrale, nous avons trois Français qui siègent avec le droit de veto. Où est alors la souveraineté monétaire ? Comment voulez-vous que l'Afrique se construise ? », s'est interrogé Idriss Deby.

Noël Ndong

CAMEROUN

La Suisse veut se poser en médiatrice dans la crise du pays

L'ambassadeur suisse à Yaoundé, Pietro Lazzeri, s'est entretenu, le 28 octobre, avec le président camerounais, Paul Biya. Leur échange a porté sur la nécessité de trouver une solution durable à la crise qui secoue les régions anglophones.

Le diplomate, porteur à l'occasion d'un message du président de la confédération suisse, a réaffirmé la volonté de son pays d'offrir de bons offices pour la résolution de la crise séparatiste dans la partie anglophone du Cameroun. « *L'intérêt de la Suisse est de trouver des solutions négociées dans l'intérêt des populations affectées par la violence* », a-t-il indiqué à la presse, ajoutant que son pays a la « neutralité » et « l'expertise » nécessaires pour mener à bien la médiation, qui doit se faire avec « le consentement des parties ». A titre de rappel, notons que fin juin dernier, la Suisse avait annoncé avoir été « mandatée par une majorité des parties pour faciliter un processus de négociation inclusif » dans la crise anglophone au Cameroun, d'après une source helvétique. Au plan intérieur, un grand dialogue national avait été convoqué par le président camerounais, notamment du 30 septembre au 4 octobre. Ces assises avaient proposé d'accorder un « statut spécial » aux deux

régions anglophones du pays en vue d'une solution durable à la crise déclenchée depuis 2016.

La crise anglophone, dont la Suisse et les autorités camerounaises veulent à tout prix résoudre, a des causes assez lointaines. En effet, après la Première Guerre mondiale, le Cameroun, ancienne colonie allemande, avait été partagé par la Société des nations (ancêtre de l'ONU), entre la France et le Royaume-Uni.

La partie française accéda à l'indépendance en 1960. Un an plus tard, celle sous tutelle britannique (le Nord majoritairement musulman) opta pour son rattachement au Nigeria mais l'une de ses zones se rattacha au Cameroun francophone, pour former une République fédérale à partir du 1er octobre 1961. Douze ans plus tard, soit en 1972, un référendum mit fin au fédéralisme.

Les contestataires demandent le retour au fédéralisme

C'est à partir des années 1990

que les revendications anglophones vont se multiplier en faveur d'un référendum d'indépendance. En 2001, des manifestations interdites lors du 40e anniversaire de l'unification dégénèrent, avec plu-

ont fini par émerger en novembre 2016, avec les revendications d'enseignants déplorant la nomination de francophones dans les régions anglophones.

Les juristes de la zone rejettent ouvertement la suprématie du

La crise anglophone se solde, dès le mois de décembre de la même année, par la mort de premiers civils. D'autres seront tués lors de marches de protestation durement réprimées par la police. Le 17 janvier 2017, plusieurs leaders anglophones sont arrêtés, accusés d'« actes de terrorisme ». Le président Paul Biya, au pouvoir depuis 1982, lève les poursuites en août.

L'International crisis group estime qu'à ce jour, les affrontements armés, mais aussi les exactions et crimes commis par les deux camps contre les civils, ont fait plus de trois mille morts, et l'ONU note que plus de cinq cent-trente personnes ont dû quitter leur domicile du fait de la crise.

Nestor N'Gampoula

« L'intérêt de la Suisse est de trouver des solutions négociées dans l'intérêt des populations affectées par la violence »

sieurs morts et des leaders séparatistes arrêtés.

S'il y a eu une sorte d'accalmie depuis lors, il faut dire que des ambitions séparatistes étaient toujours caressées par les originaires des régions anglophones. Résultat : les tensions actuelles

droit romain au détriment de la « Common Law » anglo-saxonne.

Dans leurs revendications, la majorité des leaders de la contestation demande un retour au fédéralisme alors que d'autres veulent la création d'un Etat indépendant, l'« Ambazonie ».

GUINÉE-BISSAU

Le président démet le gouvernement

José Mario Vaz a pris un décret dans lequel il limoge les membres du gouvernement, jetant le doute sur la tenue de l'élection présidentielle prévue fin novembre, au moment où son pays est confronté à une crise politique.

« *Le présent décret présidentiel entre immédiatement en vigueur* », stipule le second article du texte rendu public, le 28 octobre. Dans ce document, le chef de l'Etat relève avoir constaté une « *grave crise politique qui empêche le fonctionnement normal des institutions de la République* », le conduisant à démettre le gouvernement.

Certains observateurs sur place estiment que le décret publié est le dernier épisode en date d'une confrontation de plusieurs mois entre présidence et gouvernement, en ce sens aussi qu'il sème l'incertitude sur les lendemains politiques de la Guinée-Bissau, ce petit d'Afrique de l'ouest peuplé de moins de deux millions d'habitants. « *Les effets pratiques de cette décision sont incertains, mais elle semble de nature à compromettre la tenue de la présidentielle à la date prévue du 24 novembre, malgré l'insistance de la communauté internationale sur le respect du calendrier* », soutient l'un d'eux sous-couvert d'anonymat.

Le président José Mario Vaz a annoncé la dissolution du gouvernement, alors qu'il y a quelques jours, le Premier ministre, Aristide Gomes, dénonçait un projet de coup d'Etat, accusant le candidat de l'opposition, Umaro Sissoco Embaló, d'en être le commanditaire.

Dans son message, le chef du gouvernement, membre de la première formation parlementaire, le Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC), signalait que les instigateurs du projet prévoyaient

de le mettre en prison, ainsi que plusieurs de ses ministres, « *à la suite d'actions de vandalisme en préparation pour les prochaines heures* ». Il écrivait sur sa page Facebook : « *Un coup d'Etat est en préparation pour arrêter le processus de préparation de l'élection présidentielle du 24 novembre* ».

Pour le Premier ministre bissau-guinéen, un pays chroniquement instable d'Afrique de l'ouest, « l'auteur de cet acte » est identifié « clairement et de manière univoque ». Il s'agit, avait-il poursuivi, de l'ex-Premier ministre, Umaro Sissoco Embaló, candidat à la présidentielle du Mouvement pour l'alternance démocratique, formé par des frondeurs du PAIGC.

Un coup d'Etat démenti

Le chef du gouvernement avait affirmé détenir des « preuves matérielles » pouvant être dévoilées au moment opportun. Malgré cela, il s'était dit déterminé à poursuivre la préparation du scrutin du 24 novembre, pour lequel douze candidats s'étaient déjà annoncés, dont le président sortant, José Mario Vaz.

Réagissant à ces accusations, le candidat de l'opposition les avait rejetées en bloc, les qualifiant de « cabales ». Umaro Sissoco Embaló avait confié à la presse : « *Je ne suis pas un bandit et je n'entre jamais dans des actions subversives. Ceux qui me connaissent savent que je ne suis pas violent. Cela fait un mois que je ne suis pas à Bissau. Ce sont des cabales montées contre ma personne par*

des gens qui ont peur de moi ».

En attendant la tenue du scrutin, la communauté internationale insiste toujours sur le respect de la date prévue, malgré les réticences de l'opposition, qui juge ce calendrier difficilement tenable.

Dans le but de favoriser le bon déroulement de l'élection présidentielle, l'Ecomib, la force de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (Cédéao), a renforcé ses patrouilles dans la ville, selon des sources concordantes. Cette force avait été déployée en 2012 en Guinée-Bissau pour y sécuriser la transition politique, après le dernier putsch, qui avait interrompu la présidentielle cette année-là.

Le 10 mars dernier, les élections législatives s'étaient bien déroulées dans le pays. Malgré cela, la Guinée-Bissau tente encore de sortir de la crise qu'elle traverse depuis le limogeage, en août 2015, par le président José Mario Vaz, de Domingos Simoes Pereira, chef du PAIGC, jusque-là son Premier ministre et qui sera candidat, le 24 novembre.

L'actuel président a terminé son mandat de cinq ans, le 23 juin. Depuis lors, il est resté à la tête du pays, mais a laissé la conduite des affaires au gouvernement qu'il a formé début juillet, jusqu'à la tenue de la présidentielle, à la suite d'une décision de la Cédéao.

La Guinée-Bissau est une ancienne colonie portugaise, devenue indépendante en 1974, après une lutte de onze ans. Depuis lors, elle a connu quatre putschs, seize tentatives de coup d'Etat et une valse de gouvernements.

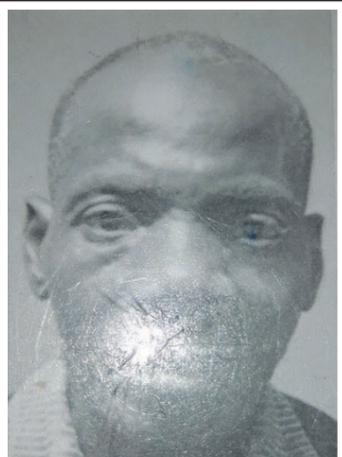
N.N'G.

NÉCROLOGIE

MM. Théodore Okoko, Alexis Ngomba, Mathieu Ossalé Keke, Grégoire Ikoungou, Justin Keke, Henri Beaucas Koubadika et Stanislas Okassou ont le regret d'informer les parents, amis et connaissances des terres Mohali à Makoua, Brazzaville et Pointe-Noire du décès de leur fille, sœur, cousine et mère, Micheline Ngala, survenu le 20 octobre 2019, à Pointe-Noire. Le deuil se tient au quartier Loandjili, vers le CSI de Loandjili. L'inhumation est prévue pour le jeudi 31 octobre 2019.



Urbain Ondelé, agent des Dépêches de Brazzaville, a le profond regret d'informer les parents, amis et connaissances, des décès de ses oncles Albert Dzon et Jean Anlambouala, survenus le 25 octobre 2019, à Brazzaville. Le deuil se tient sur l'avenue des Rails bis, 314C, au quartier Mpila, à Talangaï. La date et le programme des obsèques seront communiqués ultérieurement.



DÉVELOPPEMENT

Le Pnud soutient les innovations locales au Congo

L'institution onusienne, en partenariat avec le gouvernement, a lancé, le 28 octobre à Brazzaville, le projet de laboratoire visant à promouvoir les approches novatrices capables d'apporter des solutions aux problèmes sociaux, économiques et environnementaux en vue d'atteindre les Objectifs de développement durable.

« Nous sommes convaincus qu'une politique nationale de développement durable soutenant l'innovation aura des répercussions positives sur le rythme de la croissance économique et sur la qualité de vie des citoyens », a indiqué le Premier ministre, Clément Mouamba, au lancement du laboratoire d'accélération du développement sur l'innovation. Le chef du gouvernement a souligné, par ailleurs, que les innovations locales, dans tous les domaines, représentent des moyens efficaces et durables pour résorber plusieurs problèmes de développement.

Sur l'importance de cette initiative, le représentant du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) au Congo, Maleye Diop, a souligné que les laboratoires d'accélération visent à aider le gouver-

nement et les pays à mieux répondre aux défis de développement par la promotion d'innovations issues des dynamiques locales où les communautés recherchent des solutions adaptées à leurs contextes pour résoudre leurs problèmes quotidiens. « L'initiative repose sur quatre fondements : le sense-making, l'intelligence collective, la cartographie des solutions et le portefeuille des solutions », a expliqué le diplomate onusien. Les laboratoires identifieront donc les solutions locales et valideront leur potentiel d'accélération du développement.

Dans ce projet, le ministère de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique joue sa partition. Sur les soixante bureaux pilotes du Pnud à travers le monde où l'initiative de laboratoires s'implante, vingt-



sept pays sont en Afrique dont le Congo, a expliqué le ministre Martin Parfait Aimé Cousoud-Mavoungou, en charge de l'Innovation technologique. « J'exhorte la communauté des innovateurs répandus sur l'en-

semble du territoire national à ne pas hésiter de profiter de l'espace qui leur est offert pour faire exploser leur savoir-faire et leurs talents », a souhaité le ministre de la Recherche scientifique et de l'innovation tech-

nologique. La balle est envoyée dans le camp des innovateurs qui sont obligés de saisir l'occasion qui leur est offerte.

Rominique Makaya et Christ Bissila Pondo, stagiaire

« Nous sommes convaincus qu'une politique nationale de développement durable soutenant l'innovation aura des répercussions positives sur le rythme de la croissance économique et sur la qualité de vie des citoyens »,

COUPE DU MONDE U17:

Une bonne entrée en matière des Africains

A l'exception du Cameroun, les trois autres représentants africains, à savoir le Nigeria, l'Angola et le Sénégal ont remporté leur premier match de poules de la compétition qui se déroule depuis le 26 octobre, au Brésil.

Logés dans le groupe B en compagnie de l'Equateur, de la Hongrie et de l'Australie, les Golden Eaglets du Nigeria ont battu la Hongrie 4-2, le 26 octobre, lors de leur premier match. L'équipe la plus titrée de la compétition, avec cinq succès (1985, 1993, 2007, 2013 et 2015) a prouvé sa suprématie face à la Hongrie qui a, d'ailleurs, ouvert le score à la 3e mn, grâce à Gyorgy Komaromi. C'est à la vingtième minute que le Nigérian Samson Tidjani a redonné le sourire à ses coéquipiers. Le second but hongrois (28e mn) n'a pas inquiété le Nigeria, l'une des équipes favorites de cette compétition puisque Usman Ibrahim et Oluwatomilehin Adeniyie n'ont pas tardé à répondre avant que Samson Tidjani marque son second but de la rencontre, à la 86e. En attendant son deuxième match de ce 29 octobre face à l'Equateur et celui du 1er novembre contre l'Australie, le Nigeria occupe la première place du groupe B avec trois points, suivi de l'Equateur

qui a battu l'Australie(3e) 2-1. Pour sa part, l'Angola qui participe pour la première fois à la compétition a réussi sa sortie en s'imposant, le 27 octobre, devant la Nouvelle Zelande, 2-1. Les Palanquinhas qui affrontent le Canada ce 29 octobre, joueront leur dernier match de poules le 2 novembre face au pays organisateur, le Brésil. Avec cette victoire, l'Angola se place deuxième du groupe A derrière le Brésil. De leur côté, Les Lionceaux de la Téranga du Sénégal sont également à leur première participation à une phase finale de la Coupe du monde des moins de 17 ans. Leur victoire, 4-1, face aux Etats-Unis, le 27 octobre, est un pas vers la prochaine étape (huitièmes de finale). Repêché pour remplacer la Guinée Conakry suspendue pour fraude, le Sénégal démarre son mondial sur les chapeaux de roue car, il est pour l'instant leader du groupe D, devant le Japon qui a battu l'actuel dernier du groupe, les Pays-Bas. Le Sénégal sera

face à ce dernier (Pays-Bas), ce 30 octobre, lors de leur deuxième sortie avant de boucler la phase de groupe en affrontant, le 3 novembre, le Japon. Le seul bémol dans cette première journée des phases de groupes concernant les équipes africaines est la défaite du Cameroun. L'équipe championne d'Afrique a été, en effet, piégée à l'entrée de la compétition par celle du Tadjikista qui l'a dominée, le 28 octobre, 0-1. Cette défaite camerounaise l'oblige à redoubler les efforts, le 1er novembre, face à l'Argentine, avant de défier l'Espagne, le 3 novembre: deux gros morceaux de cette Coupe du monde U17. Quatrième derrière l'Espagne, l'Argentine et Tadjikistan (groupe E), le Cameroun, qui est à sa deuxième participation, devrait mieux faire afin de traverser la phase de poules. L'étape au cours de laquelle il a été éliminé en 2003. La Coupe du monde de football des moins de 17 ans est une

compétition internationale de football qui se déroule tous les deux ans. La première édition a eu lieu en 1985, en Chine. Les trois premières éditions concer-

naient les moins de 16 ans. L'édition 2019, qui se déroule du 26 octobre au 17 novembre, au Brésil, est la dix-huitième du genre.

Rude Ngoma

REMERCIEMENTS AUX AUTORITES, PARENTS AMIS ET CONNAISSANCES



Touchés par les marques de sympathie manifestées à leur égard, la veuve Lenga, les enfants et famille, remercient l'ambassadeur du Congo en Afrique du sud et madame, les membres du gouvernement, les autorités politiques, judiciaires, civiles, militaires, religieuses, les parents, amis et connaissances pour le soutien multiforme dont ils ont fait l'objet, lors du décès de M. Placide Lenga, ancien premier président de la Cour suprême du Congo, survenu le 5 septembre 2019 à Johannesburg, en Afrique du sud et dont l'inhumation a eu lieu le 21 septembre 2019 à Yala Younga, près de Kinkala, dans le département du Pool. Qu'ils trouvent ici, l'expression renouvelée de notre reconnaissance infinie.

LITTÉRATURE

Repenser l'avenir du livre à l'ère du numérique

L'invite a été faite par les responsables des éditions le Lys bleu, en séjour de travail à Brazzaville. Au cours d'une conférence-débat animée le 29 octobre, ils ont insisté sur le fait qu'il n'y a pas de mariage mais plutôt une alliance entre le livre numérique et le livre papier.



Benoît Couzi entouré de Guy Migrenne et Omer Massoumou, doyen par intérim de la faculté des lettres, arts et sciences humaines

« Repenser l'avenir du livre face aux nouveaux médias » était le thème de la discussion organisée au sein de la faculté des lettres, arts et sciences humaines de l'Université Marien-Ngouabi.

Aujourd'hui, des études montrent que l'imprimé ne peut pas suivre au pas des avancées technologiques. A cet effet, la littérature pâtira-t-elle à l'ère du numérique ? Certainement pas, en pense Benoît Couzi, l'un des fondateurs des éditions le Lys bleu.

D'après lui, les nouveaux dispositifs du livre entraînent de nouvelles pratiques de lecture, de

nouveaux genres et de nouvelles formes littéraires. Par exemple, en 2018, le chiffre d'affaires de l'édition numérique en France s'élevait à deux cent douze millions d'euros. Une augmentation de 5% par rapport à l'année précédente. La part des ventes numériques dans le chiffre d'affaires total des éditeurs s'établit aujourd'hui à plus de 8%. Le nombre de référence en vente était de sept cent quatre-vingt mille livres papiers brochés pour deux cent quatre-vingt mille titres numériques, soit 13% d'accroissement par rapport à l'année dernière.

Ces chiffres montrent combien le numérique occupe de plus en plus une place importante et que les éditeurs ainsi que les écrivains lui font confiance. Aussi, le livre papier semblerait avoir encore de beaux jours devant lui.

«Le livre numérique, un atout pour la littérature»

a rencontré entre les éditions le Lys bleu et le public a permis de marteler sur la réelle problématique qui concernerait plutôt l'avenir et les raisons de lecture à l'ère du numérique. « Comment lit-on aujourd'hui ? De moins en

moins avec le papier et beaucoup plus avec le numérique. Néanmoins, la lecture est toujours présente », a noté Benoît Couzi. La littérature en format numérique est une littérature à part entière. Le livre numérique offre une lecture nomade et participe au développement de la littérature car son contenu ne diffère pas de celui en version papier.

« Le livre numérique est un grand atout pour la littérature qui n'a aucune raison de se défaire du papier pour vivre. Le livre papier ne disparaîtra pas totalement ni à court ni à moyen terme. Il restera parce que toucher, sentir, tourner les pages, s'imprégner d'un sentiment que l'auteur a voulu exprimer n'a rien à voir avec la manipulation du livre en version numérique. Le broché sera peut-être un instrument du passé. Mais, il sera un élément primordial de notre culture et de nos connaissances », en pense l'éditeur.

Pour Guy Migrenne, cofonda-

teur et directeur de la communication du Lys bleu, le numérique servira notamment à renouer avec le livre sans que l'un évince l'autre. Celui-ci sera un instrument efficace pour se déconnecter de temps en temps du digital. « La prospective est une méthode d'anticipation. Le numérique ne s'impose pas comme un frein pour les maisons d'édition mais plutôt un dépassement. Nous devrions simplement nous arrimer aux nouvelles exigences pour demeurer. Publier un livre est une chose, le rendre accessible au plus grand nombre en est une autre », a-t-il signifié. Notons que le Lys bleu est une maison d'édition française basée à Paris qui existe depuis trois ans. Elle a déjà collaboré avec plus d'une centaine d'écrivains africains et une quarantaine d'auteurs congolais dont Henri Djombo qui, grâce à elle, vient de mettre sur le marché son tout dernier roman «L'avenir est dans ma tête».

Merveille Atipo

PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL DE L'UNESCO

Le Congo s'attelle à monter un comité scientifique pour l'inscription de la rumba

En prélude à la réunion qui aura lieu en février 2020, à Kinshasa, capitale de la République démocratique du Congo (RDC), le ministre congolais de la Culture et des arts, Dieudonné Moyongo, a réuni dans son cabinet de travail les experts en la matière en vue de mettre en place le comité scientifique national.

L'équipe travaillera à la préparation, la consolidation du dossier de la candidature du Congo mais aussi probablement de la RDC ou de l'Angola, dans un dossier groupé pour l'inscription de la rumba à la liste du patrimoine immatériel de l'humanité en tant qu'expression culturelle émanant des trois pays.

En effet, le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a reçu récemment une délégation d'hommes d'affaires belges, avec laquelle il a évoqué cette question de l'inscription de la rumba au patrimoine immatériel de l'Unesco.

Pour l'ambassadeur du Congo à l'Unesco, Henri Ossebi, il y a un long moment pendant lequel des experts congolais, conviés pour la plupart à cette réunion, travaillent sur la rumba congolaise. Il s'agit, entre autres, de Clément Ossinondé, Mfumu Fylla, Matondo Koubou Touré, Jean Luc Aka-Evy, Charles Nkounkou, Grégoire Lefouoba et lui-même Henri Ossebi. De même qu'avant eux, il y en a qui ont travaillé sur ce dossier à l'instar de Sylvain Mbemba, Manda Tchewba, Yoka Liye, ... Il s'agit pour Henri Ossebi de savoir organiser cela et faire en sorte que ce dossier soit consistant pour être éligible.

« La première étape était de dire, à Brazzaville, quels sont les hommes et les femmes capables de constituer l'équipe congolaise



La photo de famille

autour de ce dossier. Parce que la République peut exprimer une volonté, mais la mise en pratique, la traduction opérationnelle passent par des étapes qui obéissent à un protocole de l'Unesco. Je suis ambassadeur du Congo à l'Unesco, il m'appartenait de revenir dans mon pays pour discuter de ces questions pour que nous nous mettions ensemble en ordre de bataille », a déclaré l'ambassadeur Henri Ossebi, donnant le sens de la réunion.

Il a indiqué qu'un pays comme la Jamaïque a inscrit le reggae, le Maroc, la Tunisie et l'Algérie ont pensé inscrire le couscous et donc, la diversifi-

té des propositions est telle qu'à un moment donné, tout ce qui ne peut être qu'intention doit être élagué.

« Jusqu'ici, nous parlions des intentions, de volonté, mais aujourd'hui, il s'agit de traduire cela scientifiquement dans un dossier, avec des critères constitutifs, parce que le jury de notion du patrimoine qui va l'examiner à l'Unesco ne s'appuiera pas seulement sur la volonté ou l'énoncé d'une volonté de principe. Ça demande beaucoup de choses... Ceux qui ont des disques de l'époque, 33 tours, 45 tours, 78 tours ont intérêt à les conserver parce que tout cela fait partie du patrimoine immatériel

», a précisé l'ambassadeur du Congo à l'Unesco.

Le patrimoine immatériel, a-t-il expliqué, ce sont les langues, les contes, les légendes, tout ce qui fait la vie culturelle non physique d'un pays. Le Congo, a-t-il soutenu, a beaucoup à dire dans ce domaine parce que l'Amérique latine, le sud des Etats-Unis, les Antilles ont quelque chose à voir avec la rumba, mais le potentiel, le plus grand producteur de ce genre musical est en Afrique centrale. Il a estimé que le moment est venu de faire ce travail. A l'issue de la réunion, le ministre de la Culture et des arts, Dieudonné Moyongo, a déclaré. « Nous avons

parlé de la rumba, parce que depuis un certain nombre d'années, nous travaillons avec l'Unesco sur l'inscription de la rumba sur la liste du patrimoine mondial de l'humanité en tant qu'élément du patrimoine culturel immatériel. Mais nous ne pouvons pas faire ce travail seuls, nous avons besoin des sociologues, des philosophes, d'historiens. Donc nous allons mettre le comité scientifique en place et tous ces intellectuels, ces spécialistes de la question vont travailler avec nous pour préparer la réunion qui aura lieu en février 2020 à Kinshasa, en RDC. »

Bruno Okokana



**Fondation
ODZALA-KOKOUA**
République du Congo

APPEL À CANDIDATURE

RÉPUBLIQUE DU CONGO
Unité - Travail - Progrès
Parc National Odzala-Kokoua
Unité de Gestion
BP 62, Brazzaville
E-mail : pnok@africanparks.org
Tél : 05-615-30-18
www.africanparks.org

Position: Magasinier
Organisation: Fondation Odzala-Kokoua
Lieu de travail: Parc National Odzala-Kokoua, République du Congo
Supérieur hiérarchique: Responsable des Stocks
Temps de déploiement : 1 an
Contexte:
La Fondation Odzala-Kokoua représente l'unité de Gestion du Parc National Odzala-Kokoua, République du Congo. La Fondation est directement affiliée à African Parks Network (APN) qui est une ONG qui prend l'entière responsabilité pour la réhabilitation et la gestion à long terme de parcs nationaux en Afrique en partenariat avec les gouvernements et les communautés locales.

Description du poste:
Assurer la réception, le stockage, les sorties et les envoies des articles dans le respect des procédures.
Fonctions principales:
-Réception, vérification et stockage des articles.
-Préparation des livraisons et des expéditions.
-Étiquetage et classement des articles.
-Gestion des demandes d'approvisionnement auprès du Responsable des Stocks.
-Faire un état des besoins à sa hiérarchie afin d'anticiper les ruptures de stocks.
-Rapporter sans délai tous dommages et problèmes à son supérieur hiérarchique.
-Exécuter toutes instructions données par ses supérieurs.
-Respecter les procédures de la Fondation Odzala-Kokoua et d'African Parks.

Capacités, compétences et expérience requises pour le poste:
-Avoir au minimum 2 ans d'expérience en tant que magasinier.
-Calculer des quantités et évaluer des écarts (réception des produits, décompte des quantités prélevées sur le stock, etc.).
-Utiliser l'outil informatique.
-Adapter les conditions de manipulations aux différents produits (poids, fragilité, environnement, etc.).
-Communiquer avec son responsable dans des situations variées.
-Appliquer les règles HSE dans toute intervention.
-Alerter son responsable en cas de dysfonctionnement ou d'anomalie.
-Faire preuve d'intégrité.
-Capacité à bien communiquer avec ses supérieurs et collègues.
-Maîtrise de la langue française (écrit, lu et parlé).
-Être responsable et prudent.

Relations clés: Responsable des Stocks, Assistant Responsable des Opérations, Responsable des Opérations, magasiniers.
Comment appliquer: Envoyez votre CV et une lettre de motivation (adressée à Antoine Marchal) à pnok@africanparks.org avant le 17 novembre 2019. Les dossiers d'application peuvent aussi être soumis au niveau des bureaux de la Fondation Odzala-Kokoua à Brazzaville, Mbomo et Ouesso. Les candidats présélectionnés seront ensuite invités à un entretien.

La Direction du Parc



**Fondation
ODZALA-KOKOUA**
République du Congo

APPEL À CANDIDATURE

RÉPUBLIQUE DU CONGO
Unité - Travail - Progrès
Parc National Odzala-Kokoua
Unité de Gestion
BP 62, Brazzaville
E-mail : pnok@africanparks.org
Tél : 05-615-30-18
www.africanparks.org

Position: Mécanicien d'engins lourds
Organisation: Fondation Odzala-Kokoua
Lieu de travail: Parc National Odzala-Kokoua, République du Congo
Supérieur hiérarchique: Chef d'Atelier
Temps de déploiement : 1 an
Description du poste:
Le mécanicien d'engins lourds est responsable du bon fonctionnement des engins lourds et de l'équipement en effectuant les entretiens réguliers, et en prévoyant les réparations et maintenances. Le mécanicien d'engins lourds doit suivre les procédures et règles de l'organisation afin d'atteindre un certain niveau de professionnalisme et de sécurité.

Fonctions principales:
-Entretien et maintenance des engins lourds et des équipements.
-Réparations urgentes et anticipées des engins lourds et des équipements.
-Assurer le fonctionnement optimal des engins lourds et des équipements.
-Être responsable des outils et pièces mécaniques mis à disposition par l'organisation.
-Faire un état des besoins à sa hiérarchie afin d'anticiper les ruptures de stocks.
-Rapporter sans délai tous dommages et problèmes à son supérieur hiérarchique.
-Exécuter toutes instructions données par ses supérieurs.
-Respecter les procédures de la Fondation Odzala-Kokoua et d'African Parks.

Capacités, compétences et expérience requises pour le poste:
-Avoir au minimum 5 ans d'expérience en tant que mécanicien d'engins lourds.
-Maîtriser les systèmes hydrauliques des engins lourds.
-Avoir la capacité de réparer un engin lourd ou de l'équipement au niveau de l'atelier, et aussi sur le terrain.
-Faire preuve d'intégrité.
-Capacité à bien communiquer avec ses supérieurs et collègues.
-Maîtrise de la langue française (écrit, lu et parlé).
-Être responsable et prudent.
-Avoir de l'expérience en mécanique pour d'autres types de véhicules (motos, voitures, camions, groupe électrogène, etc.).

Relations clés: Chef d'Atelier, Assistant Responsable des Opérations, Responsable des Opérations, mécaniciens, chauffeurs d'engins lourds, chauffeurs.
Comment appliquer: Envoyez votre CV et une lettre de motivation (adressée à Antoine Marchal) à pnok@africanparks.org avant le 17 novembre 2019. Les dossiers d'application peuvent aussi être soumis au niveau des bureaux de la Fondation Odzala-Kokoua à Brazzaville, Mbomo et Ouesso. Les candidats présélectionnés seront ensuite invités à un entretien.

La Direction du Parc

SOFREN CONGO
Société à Responsabilité Limitée Unipersonnelle
Capital : 10.000.000 de francs CFA
Siège social : 92 Avenue Charles De Gaulle, Pointe-Noire
République du Congo
R.C.C.M.: CG/PNR/14 B 465.

Aux termes du procès-verbal d'Assemblée Générale Extraordinaire de la société SOFREN CONGO, tenue en date du 03 octobre 2019, dûment enregistré le 24 octobre 2019 à Pointe-Noire, sous le numéro 383 folio 133/7 ;

Il a été décidé du changement de la forme juridique de la société, suite aux cessions des parts consenties entre les associés et la société SOFREN Group SAS ; ainsi, la société SOFREN CONGO est devenue une Société à Responsabilité Limitée Unipersonnelle (SARLU), en lieu et place de société à Responsabilité Limitée ;

Le dépôt légal du Procès-verbal d'Assemblée Générale Extraordinaire, objet des présentes a été fait au greffe du Tribunal de Commerce de Pointe-Noire, le 25 octobre 2019 et enregistré sous le numéro 19 DA 1363.

Pour avis,
Le Cabinet d'Avocats GOMES.



**Ambassade de l'Inde
à Brazzaville**

L'ambassade de l'Inde à Brazzaville invite les candidats qualifiés à postuler pour 4 postes de commis. Le candidat doit être diplômé. Bien versé dans l'anglais parlé et écrit et pourrait utiliser efficacement l'ordinateur. Les candidats intéressés peuvent envoyer leur CV au plus tard le 4 novembre 2019 par courrier électronique à l'adresse suivante: admi.brazzaville@mea.gov.in

Numéro de téléphone + 242 04 438 01 08

Rajiv Sexena
Attaché administratif



**IMPRIMERIE DU
BASSIN DU CONGO**

Un outil industriel performant rapide.

ET

NUMÉRIQUE

SÉRIGRAPHIE

PELLICULAGE

DOS CARRÉ COLLÉ

CONCEPTION




UNE LARGE GAMME DE PRODUITS

Journaux



Magazines



Cartes à rabat



Cartes de visite



Calendriers



Flyers, Affiches



PRESSE

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux...

OFFSET

Chemises à rabat
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317
imp.bc@adiac-cong

ENJEUX POLITIQUES

Nouvelle brouille entre le PPRD et l'UDPS

Les deux partis politiques s'accusent mutuellement de mégestion, via leurs leaders, sur fond de provocations et d'attaques réciproques mettant à mal l'actuelle coalition au pouvoir dont ils font partie.

Entre le Parti du peuple pour la reconstruction et le développement (PPRD) et l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), les violons sont loin de s'accorder. Les deux partis, certainement parmi les plus capés dans le microcosme politique congolais, semblent ne plus partager une même approche politique en rapport avec la gouvernance du pays, alors qu'ils font partie de la coalition au pouvoir via leurs plates-formes respectives, en l'occurrence, le Front commun pour le Congo (FCC) et le Cap pour le changement (Cach). Jamais l'UDPS et le PPRD ne s'étaient aussi éloignés comme en témoignent les vues diamétralement opposées distillées par leurs responsables politiques respectifs, tout en surfant sur une polémique qui ne cesse de prendre de l'ampleur. A la base de cette mauvaise passe, le séminaire tenu récemment au Katanga par le parti de Joseph Kabila, qui a vu son secrétaire permanent annoncer le retour politique imminent de ce dernier « après des vacances méritées ». Un retour décrypté dans tous les sens, non sans susciter une vive controverse dans la classe politique. Au PPRD, on ne se cache



Les membres du PPRD en séminaire au Katanga.jpg

plus : Joseph Kabila, qui s'inscrit dans une logique de reconquête du pouvoir, pourrait se présenter à la présidentielle de 2023. Le parti s'y met déjà pour baliser la voie à cette perspective qui, faut-il le dire, est plutôt très mal perçue chez les « Tshisekedistes ». Pour ces derniers, en effet, la page Joseph Kabila a déjà été tournée et, constitutionnellement, ce dernier ne peut plus briguer un poste électif quelconque.

«Une épine sous le pied de Félix Tshisekedi»

Le statut de sénateur à vie dont il jouit actuellement restreint automatiquement le champ de son action politique, argumente-t-on. « Il portera ce statut toute sa vie

et ne pourra s'y soustraire pour une raison ou une autre. Il n'y a que la mort qui peut, le cas échéant, le faire échapper à ce statut », a indiqué Jean-Claude Katende, le président de l'Association africaine pour la défense des droits de l'homme. Dans le fief de l'UDPS, l'on ne s'explique pas l'entêtement de Joseph Kabila à revenir aux affaires, nonobstant ses dix-huit ans à la tête du pays. A la 12e rue/Limete, l'ex-président passe pour une épine sous le pied de Félix Tshisekedi dont il chercherait à saper l'action de redressement du pays. Déjà, des militants de l'UDPS, parmi les extrémistes, lui demandent de s'affranchir de la coalition FCC-Cach qu'ils jugent contreproductive.

Pour eux, le dernier crash de l'Antonov assurant la logistique présidentielle était un coup fourré venu de l'autre camp. De quoi exacerber la tension entre l'UDPS et le PPRD dont les militants se regardent désormais en chiens de faïence.

Alors que certains cadres, au sein du PPRD, parlent d'un procès d'intention contre l'ex-chef de l'Etat, d'autres confirment le projet de reconquête du pouvoir par Joseph Kabila présenté, d'ores et déjà, comme le candidat potentiel à la présidentielle de 2023. La goutte d'eau qui a débordé le vase, c'est lorsque Ramazani Shadary, vantant le bilan de ce dernier, a cité la gratuité de l'enseignement de base comme un

des acquis majeurs de l'ancien régime. En revendiquant la paternité de cette mesure, le PPRD avait suscité l'ire de l'UDPS qui a vite réagi en indiquant que ce projet est devenu effectif sous le règne de Félix Tshisekedi. Sur ces entrefaites, des déclarations incendiaires ont fusé de part et d'autre, chaque camp défendant son bilan dans un contexte de reniement réciproque. Les deux partis se sont tellement incrustés dans la polémique jusqu'à faire fi de leur appartenance à la coalition FCC-Cach ayant produit le gouvernement Ilunkamba dont le programme d'action répond à une approche de gestion consensuelle du pouvoir. Une situation très déplorable qui met à mal leur coalition, voire les institutions du pays. Des esprits avertis tirent la sonnette d'alarme et préviennent, d'ores et déjà, sur les risques de fragilisation de cette plate-forme au pouvoir à laquelle renvoie la guéguerre PPRD-UDPS de nature à freiner la bonne marche du pays. A noter que cette brouille n'est pas la première entre les deux partis politiques qui ne ratent pas une seule occasion pour se régler des comptes.

Alain Diasso

INFRASTRUCTURES

Lancement à Kinshasa des travaux de construction de l'avenue Elengesa

L'artère, dont le coup d'envoi des travaux a été donné par le gouverneur de la ville, Gentiny Ngobila, le 28 octobre, est longue de près de six kilomètres. Elle longe les communes de Kalamu, Ngiri-Ngiri, Bumbu et Makala et traverse cette dernière de Makala-Nguza pour déboucher sur By-Pass, à côté de l'arrêt Courant, en allant vers Mont-Ngafula.

La construction de l'avenue Elengesa, a indiqué le gouverneur de la ville de Kinshasa, n'a jamais connu un moindre centimètre de route asphaltée, hormis l'avenue de l'Université qu'elle partage avec la commune voisine de Ngaba. Selon lui, elle

permettra le désenclavement de certains quartiers de cette municipalité. « C'est ainsi que le gouvernement provincial a inscrit dans ses priorités la modernisation de cette artère avec l'accompagnement et l'appui du chef de

l'Etat », a-t-il expliqué. Il a ajouté que celle-ci est une artère d'une importance capitale pour la mobilité des biens et des personnes allant du marché Mariano, situé au quartier Kimbangu, dans la commune de Kalamu, jusqu'à l'avenue By-Pass au ni-

veau de l'arrêt Courant, dans la commune de Mont-Ngafula.

Gentiny Ngobila a tenu à relever qu'Elengesa pourra également permettre le désengorgement des avenues Université et By-Pass et donner ainsi la possibilité aux usagers de quitter facilement le rond-point Victoire jusqu'à la maison communale de Mont-Ngafula, sans passer par les avenues de l'Université et By-Pass. « Elle va désengorger les embouteillages souvent observés au niveau du rond-point Ngaba et le triangle du Campus de Kinshasa », a-t-il précisé.

La société commise à la tâche procédera d'abord aux travaux préparatoires dont le nettoyage des sites, le curage des caniveaux existants et de la rivière Kalamu, l'abattage et le dessouchage des arbres, la démolition des ouvrages en maçonnerie et en béton armé ainsi que des buses, l'adaptation des équipements de desserte de la Regideso, de la Snel et des autres services ainsi que l'application des mesures nécessaires d'expropriation. La deuxième étape consistera à la réhabilitation de la chaussée et les caniveaux sur le

tronçon entre l'avenue Kasa-Vubu et la rivière Kalamu, la construction de la chaussée sur le tronçon partant de la rivière Kalamu jusqu'à l'avenue By-Pass, l'aménagement des accotements, des aires de stationnement et des dos-d'âne ainsi que la mise en place du dispositif de signalisation et de réalisation des travaux de lutte antiérosive. Ces travaux prévus pour seize mois hors intempéries, note-t-on, seront réalisés par la société congolaise Adi Construct. Il est rappelé que cette route, qui a été bloquée par les érosions qui menacent cette partie de la commune de Makala, a été ouverte sous le règne de Laurent Désiré Kabila, à l'époque des Comités de pouvoir populaire. Les travaux, réalisés manuellement, n'ont consisté qu'au remblayage des espaces pour faciliter le passage des piétons et de certains véhicules. Ceux-ci n'avaient permis aux usagers d'emprunter cette route que pendant quelques mois. A l'arrivée des pluies, ces ouvrages de mauvaise qualité n'ont pas pu résister, rendant encore plus difficile l'usage de la route. Et les érosions ainsi provoquées ont emporté certaines parcelles riveraines.

Lucien Dianzenza



Le gouverneur Gentiny Ngobila lançant les travaux

ENVIRONNEMENT

Une exposition à Pointe-Noire alerte sur la protection de la biodiversité

De nombreuses sociétés, associations et individus ont pris part à l'exposition du 26 octobre organisée à la Chambre de commerce par l'organisation non gouvernementale (ONG) Je vais agir-Congo, en vue de sensibiliser le public aux dangers nés du réchauffement climatique.

Plus d'une dizaine d'exposants ont érigé des stands dans la cour de la Chambre de commerce, présentant leurs produits essentiellement issus de l'agriculture. Il s'est agi des sociétés œuvrant dans la transformation des produits agricoles, les ONG et associations de protection de la biodiversité.

Ravi, un visiteur a déclaré que ce genre de manifestations mérite d'être pérennisé à Pointe-Noire car tout le monde en tire profit. En recevant tour à tour les visiteurs, les exposants ont expliqué leur savoir-faire et exhorté le public à la préservation et la protection de l'environnement.

En effet, cette exposition a été organisée afin de sensibiliser le public aux menaces telles que la perte de la biodiversité, la déforestation, les maladies, la pollution, le déclin des océans, la surexploitation des ressources, la pénurie d'eau... Aujourd'hui,

le régime végétalien biologique semble être la solution puisque selon de nombreux scientifiques, les régimes alimentaires équilibrés, riches en aliments d'origine végétale tels que les céréales secondaires, les légumineuses, les fruits et les légumes et les aliments d'origine animale produits de façon durable dans des systèmes à faibles émissions de gaz à effet de serre offrent de bonnes possibilités d'adaptation aux changements climatiques et de limitation de ces changements. Signalons que ce forum-exposition s'associe à l'initiative de la Suédoise Greta Thunberg, initiatrice de la Semaine pour le climat. La jeune militante écologiste suédoise parcourt le monde pour sensibiliser les gens face à l'urgence et l'importance de la lutte contre le réchauffement climatique en demandant à tous d'agir plus vite.

Hervé Brice Mampouya



Un visiteur devant un restaurant végétalien./Adiac

CONCOURS DE LA MEILLEURE COPIE EN LOGISTIQUE ET TRANSPORTS

Les lauréats de la troisième édition récompensés

Les gagnants ont été primés, le 26 octobre à Pointe-Noire, par le président de l'Association des logisticiens du Congo, Dominique Candide Fabrice Koumou Boulas, en présence de Paul Poba, président du jury du concours, et des représentants des entreprises partenaires.



La photo de famille au terme de la cérémonie./Adiac

Les lauréats de la première année bénéficient chacun d'une bourse d'études représentant une prise en charge des frais de formation, de la deuxième à la troisième année, du groupe Bolloré Africa Logistic, et des stages de pré-emplois, devenant de ce fait les étudiants boursiers de ce groupe. Ceux de la deuxième année obtiennent une bourse d'études qui est une prise en charge des frais de formation de la troisième année de la société Ilogs et des stages de pré-emplois. Ils deviendront ainsi, étudiants boursiers de cette société. Enfin les étudiants de la troisième année bénéficient des stages de pré-emplois dans des quelques sociétés évoluant dans le domaine des transports et de la Logistique comme la société Translo et autres. Soulignons que sur deux cent cinquante étudiants de la première, deuxième et troisième années de Pointe-Noire et de Brazzaville inscrits, cent trois ont participé à ce concours. Six étudiants ont été distingués, parmi lesquels Philmar Mouelet Mboundou et Hermera Des-Mouandza qui ont obtenu 16 de moyenne, et Enigme Dimercia Gankou qui en a eu 12.

Séverin Ibara

FOOTBALL

Le week-end des Diabes rouges et des Congolais de la diaspora en France

Ligue 2, match décalé de la 12^e journée

Le Havre prend un point à Valenciennes (0-0). Sur une ultime attaque de VA, Fernand Mayembo s'est sacrifié en position de dernier défenseur (91^e). Un carton rouge synonyme de suspension automatique face à Nancy vendredi soir.

Coupe de France, 6^e tour

Wil Césaire Matimbou était titulaire lors de la qualification de l'Entente-Sannois-Saint-Gratien face aux Gobelins (3-1). Sa première titularisation de la saison.

Dunkerque a dû passer par les prolongations pour disposer d'Abbeville (3-1). Randi Gote-ni était laissé au repos face à la valeureuse équipe de 9^e division (D1, ex PH).

Sans Messie Biatoumoussoka, non retenu, Avranches (National 1) est éliminé par Rouen (National 3) sur le score de 0-2. Archi Fataki était lui titulaire et a été remplacé à la 67^e.

Pensionnaires de National 2, Les Herbiers de Davel Mayela, titulaire, battent Cholet (National 1) sur le score de 3-2. Notons que Mayela a entraîné l'expulsion de Tine à la 77^e alors que le score était d'un but partout.

Le Blois Foot (National 2) de Jean Bertrand Badia Mouanga et Daniel Moutala est sorti par l'AS Montlouis (1-1 puis 2-4 aux tirs au but).

Terrible déconvenue pour Saint-Priest, éliminé par un club de Regional 3, Mozac. Juvrel Loumingou et Jean-Bryan Boukaka étaient titulaires. L'ancien Rennais a ouvert le score à la 23^e pour Saint-Priest sur penalty. Averti à la 41^e, Loumingou a été expulsé à la 57^e alors que le son équipe menait 2-0. Et s'incline finalement 2-3 après prolongations.

Sans Kévin Mingoua, laissé au repos pour soigner une douleur à la hanche, Louhans-Cuiseaux tombe à Belfort (0-1).

Entrée décisive de Dolan Bahamboula à la 70^e, qui obtient le penalty du 2-2 pour l'Athletico Marseille. Le club phocéen se qualifie finalement aux tirs au but sur le terrain du FC Istres (3-2).

Epinal fait respecter la logique face à Epernay et Arlan Bouka Moutou (2-1). Le frère cadet de l'interna-



Fernand Mayembo a été expulsé à la fin du match nul du Havre à Valenciennes (DR)

tional Arnold Bouka Moutou a été remplacé à la 87^e.

Jonathan N'Sondé a inscrit son premier but sous le maillot de Fréjus-Saint-Raphaël et contribué à sa qualification aux dépens de l'US Saint-Mandrier (3-1).

L'AFC Angoulême de Kévin Mondziaou Zinga, remplaçant au coup d'envoi, l'emporte sans trembler face à Bessine-Mortierolle (4-1).

Granville écarte Deville-Maromme (2-1) avec un but de Christopher Ibayi à la 48^e. Remplacé à la 86^e par Ronald Bafounta.

Cédric Odzoumo égalise pour Bastia-Borgo, qui se qualifie pour le 7^e tour en battant Balagne (4-2).

Fulgency Kimbembé, titulaire devant la défense, et Saint-Pryvé-Saint-Hilaire, ne tremble pas devant le voisin de Saint-Jean-le-Blanc (5-1).

Camille Delourme



COMMUNIQUE



Dans le cadre de la mission d'audit de la dette intérieure du CONGO portant sur les arriérés commerciaux des exercices 2017 et 2018, des titres de dépôt en consignation des exercices 2003 à 2018, des engagements pris de 2003 à 2018, des arriérés sociaux de 2003 à 2018, que réalise le groupement de cabinets ERNST & YOUNG CONGO- Exco CACOGES au titre du contrat avec le Ministère des Finances et du Budget, il est demandé aux représentants légaux des entreprises dont les noms figurent sur la liste ci-dessous, de se présenter munis de leur dossier, au siège de la Caisse Congolaise d'Amortissement (CCA) à partir du jeudi 31 octobre 2019 au 08 novembre 2019 entre 9H et 17H.

NB : Se munir d'une pièce d'identité pour les personnes physiques. En dehors de la pièce d'identité, les représentants des sociétés devront se munir d'un document justifiant de leur qualité (statut de la société, une copie du RCCM). Une procuration dûment enregistrée auprès d'un notaire accompagnée d'une pièce d'identité pour toute personne représentant une tierce personne dans l'incapacité de se présenter. Les dossiers devront comporter des documents exigés par type de marché et par différentes rubriques de la dette intérieure prévus par la mission.

Les entreprises/sociétés concernées par les marchés de travaux (BTP) sont attendues en priorité pour les dates suivantes :

- Jeudi 31-10-2019, de 9H00 à 17H00 ;
- Vendredi 01-11-2019, de 9H00 à 17H00.

A-Entreprises/sociétés concernées par les engagements commerciaux non encore mandatés

a) Liste des entreprises

Voir annexe N°1

b) Composition du dossier à fournir selon le type de marché

Pour les marchés de travaux :

- 1.Le contrat ou lettre de commande ;
- 2.Les différentes factures ;
- 3.Les preuves de paiement (pour ceux qui ont déjà reçu des acomptes) ;
- 4.Le certificat de service fait ;
- 5.Rapports établis par le bureau de contrôle ;
- 6.Le dossier fiscal.

Pour les marchés de fournitures :

- 1.Le contrat ;
- 2.Le Bon de commande ;
- 3.Les différentes factures ;
- 4.Le bon de livraison ou le procès-verbal de réception ;
- 5.Les factures fournisseurs (factures d'achat des biens livrés) ;
- 6.Les documents d'importations (pour ceux ayant effectués les achats à l'étranger) ;
- 7.Le dossier fiscal.

Pour les marchés de services et de prestations intellectuelles

- 1.Le contrat ;
- 2.Les différentes factures ;
- 3.Le procès-verbal de réception ;
- 4.Le rapport fourni (uniquement pour les prestations intellectuelles) ;
- 5.Le dossier fiscal.

B-Entreprises/sociétés concernées par les arriérés commerciaux 2017 et 2018

a) Liste des entreprises

Voir annexe N°2

b) Composition du dossier à fournir selon le type de marché

Pour les marchés de travaux :

- 1.Le contrat ou lettre de commande ;
- 2.Les différentes factures ;
- 3.Les preuves de paiement (pour ceux qui ont déjà reçu des acomptes) ;
- 4.Le certificat de service fait ;
- 5.Rapports établis par le bureau de contrôle ;
- 6.Le dossier fiscal.

Pour les marchés de fournitures

- 1.Le contrat ;
- 2.Le Bon de commande ;
- 3.Les différentes factures ;
- 4.Le bon de livraison ou le procès-verbal de réception ;
- 5.Les factures fournisseurs (factures d'achat des biens livrés) ;
- 6.Les documents d'importations (pour ceux ayant effectués les achats à l'étranger) ;
- 7.Le dossier fiscal.

Pour les marchés de services et de prestations intellectuelles

- 1.Le contrat ;
- 2.Les différentes factures ;
- 3.Le procès-verbal de réception ;
- 4.Le rapport fourni (uniquement pour les prestations intellectuelles) ;
- 5.Le dossier fiscal.

C-Entreprises/sociétés concernées par les dépôts en consignation

a) Liste des entreprises

Voir annexe N°3

b) Composition du dossier à fournir selon le type de marché

Pour les marchés de travaux :

- 1.Le contrat ou lettre de commande ;
- 2.Les différentes factures ;
- 3.Les preuves de paiement (pour ceux qui ont déjà reçu des acomptes) ;
- 4.Le certificat de service fait ;
- 5.Rapports établis par le bureau de contrôle ;
- 6.Le dossier fiscal.

Pour les marchés de fournitures

- 1.Le contrat ;
- 2.Le Bon de commande ;
- 3.Les différentes factures ;
- 4.Le bon de livraison ou le procès-verbal de réception ;
- 5.Les factures fournisseurs (factures d'achat des biens livrés) ;
- 6.Les documents d'importations (pour ceux ayant effectués les achats à l'étranger) ;
- 7.Le dossier fiscal.

Pour les marchés de services et de prestations intellectuelles

- 1.Le contrat ;
- 2.Les différentes factures ;
- 3.Le procès-verbal de réception ;
- 4.Le rapport fourni (uniquement pour les prestations intellectuelles) ;
- 5.Le dossier fiscal.


Liste des tiers à convoquer au titre de l'audit de la dette intérieure commerciale

N°	Raison sociale/ Dénomination sociale
1	AGENCE NATIONALE D'ELECTRIFICATION RURALE
2	Alfred NTSOUROU (Travailleurs Office Congolaise des Tabacs)
3	ETS DELTA BUSINESS
4	FRANCO VILLARECCI ARCHITECTURE DU MARBRE
5	LA FINANCIERE
6	MINISTERE DES AFFAIRES FONCIERES ET DU DOMAINE PUBLIC, CHARGE DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT
7	SCLOG
8	SNDE
9	AGRI CONSULT ET MINANDE
10	BRAZZA PRESTATION
11	ECGM LABO - CONGO
12	ETS LILA ART ET DECORATION
13	INTERNATIONAL CONSULTANT
14	LABORATOIRE ICT DIAGNOSTICS INTERNATIONAL
15	Societe comptoir d'electricite du congo (CELEC)
16	SOCIETE CONGOLAISE DE TECHNOLOGIE
17	SOCIETE TOUT ELECTRIC
18	VCD Europe
19	Etude de Maître Jean OUISSAKA
20	GENERALE DES TRAVAUX ET D'AMENAGEMENT
21	TRACTEBEL ENGINEERING S,A
22	ALINK-TELECOM
23	APPRO SERVICE
24	ASSOCIATION CONGOLAISE DES AGENCES DE VOYAGES ET DU TOURISME (ACAVTOUR)
25	C.I.B
26	CAP INFO
27	DASSAULT FALCON SERVICE, DASSAULT FALCON CARE, LUXAVIATION UNIJET, etc.
28	EGIS INTERNATIONAL
29	EQUAFLIGHT SERVICE
30	ETS BI-CHRISTY
31	ETSC. DANDRES
32	Ets N'TARI FILS
33	ETS RENA services
34	ETS WILFRIED SERVICE
35	FORCES JOINTES
36	N'TARI FILS
37	PANORAMA JET CONGO
38	SCET TUNISIE
39	SCT BONGOFUL
40	SCT TOUT NET
41	SOCIETE ICARE
42	SOCIETE C. DANDRES
43	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE DE GESTION
44	SOCIETE OBT
45	SOCIETE STEG INTERNATIONALE SERVICES
46	TAC
47	TECHNIPLAN INTERNATIONAL CONSULTING
48	TOUT NET
49	ANDRADE GUTIERREZ
50	ANDRITZ HYDRO -SA
51	Cabinet d'avocats Mathias ESSEREKE pour compte de la Congolaise Generale industrielle
52	CIB
53	CONGRES DES CHEFS D'ENTREPRISES DU CONGO CCEC
54	ESCOM CONGO
55	Fonds routier
56	Groupe SOLMUR
57	LOUIS BERGER
58	Maître Mathias ESSEREKE Avocat à la cour
59	NAMA-COM
60	SOCIETE SPHERE INTER NEGOCE
61	TECHNIPLAN INTERNATIONAL CONSULTING
62	VENUS CONTACT

Liste des tiers à convoquer au titre de l'audit de la dette intérieure commerciale

N°	Raison sociale/ Dénomination sociale
1	ASCA-TELECOMS ASCA-TELECOMS-S.A.
2	ASPERBRAS CONGO.
3	CONGOLAISE DES TRAVAUX ET SERVICES C.T.S.S.A.R.L.U
4	ETS «SOFAC» SOFAC
5	ETS KHALED BUSINESS.
6	ETS PANORAMA.
7	ETS PRESTATION MULTI SERVICES.
8	ETS «DIF» ETS «DIF»
9	ETS. MARCISA MULTI-SERVICES M.M.S.
10	ETS. RICKSSON BUSINESS.
11	GROUPE LANGE BATIMENT SERVICES G.L.B.S-SARLU
12	HITEC SERVICES SARL UNIPERSONNELLE.
13	IATGETS «IATG»
14	INSTITUT DES ETUDES DE L'INGENIERIE ELECTRONIQUE DE CHINE C.E.E..D.I
15	KM TECHNOLOGIES.
16	LA CONGOLAISE DE CONSTRUCTION L.C.C. SARL
17	LA COURONNE DE GLOIRE C.G. SARLU
18	MANUFACTURE BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS M.B.T.P
19	MARORA INDUSTRIE.
20	OKIA MENGA S.A.R.L.U.
21	SOCIETE BOKAMBA MOKEMIABEKA GERVAIS DIDACE B.M.G.D. S.A.R.L.U.
22	SOCIETE BON MARCHÉ & FILS B.M.F. SARL
23	SOCIETE DE TRANSFORMATION DES BOIS EXOTIQUES DU CONGO NOUVELLE TRABEC
24	SOCIETE INTERNATIONALE SARLU.
25	SOCIETE KIMIA.
26	SOCIETE ZHENGWEI TECHNIQUE CONGO S.Z.T.C
27	ETS CIK SERVICES.
28	ETS. I.J.H. SERVICES I.J.H. SERVICES
29	MANOU SERVICES M.S-S.A.R.L.U
30	ANG ENTREPRISES SARL-U.
31	ABAD SERVICES.
32	ALABI LAITAN FARIATOU
33	AMBANGUI ITOUA PRINCE LIONEL

34	AMVOULA OBAMBI GILBERT
35	ANTCHOUIN DIT MONGO JEAN
36	ASSURANCES ET REASSURANCES DU CONGO A.R.C
37	AUXY SERVICES SARLU.
38	AYA CONSTANT
39	AYALA MARIE CLARISSE
40	BOTOBIWA REBECCA
41	BOUMANDOUKI AMBOULOU BARUCH NERVAL
42	CAMAL (AGENCE DE VOYAGES ET DE TOURISME).
43	CONGO TRAVEL & HOTELS C.T.H
44	CONGOLAISE D'ETUDES DE CONSTRUCTION ET COMMERCE C.E.C.C. S.A.R.L
45	D.S.A. CONGO D.S.A.C.
46	DJOMBO - BOMODJO GILBERT
47	DONIAMA MOUKOKO JEAN D'ARC
48	EBONGA ROGER CÔME
49	ECOLE SUPERIEURE DE GESTION ET D'ADMINISTRATION ESGAE
50	ELENGA OKO NIANGA.
51	EQUATEUR VOYAGES CONGO E.V.C. SA
52	ESSONGO LÉONARD NOËL
53	ETEBE - EWOUNDOU BRICE
54	ETOU SERGE CLOTAIRE
55	ETS « FELLYNA « FELLYNA
56	ETS «C;G; BUSINESS SCE».
57	ETS «MANOU SERVICES» ETS «MANOU SERVICES»
58	ETS CLASS-HOTEL.
59	ETS DISCHIME SERVICES.
60	ETS ETOILE POLAIRE.
61	ETS HONORA.
62	ETS HORIZONS VOYAGES.
63	ETS HOTEL DE L'AEROPORT.
64	ETS JUNIOR SERVICE.
65	ETS MANGA.
66	ETS O.C TROPICAL.
67	ETS OJR SERVICES OJR SERVICES
68	ETS PRESTATION LUCAS.
69	ETS TFD.
70	ETS WILFRID SCE ETS WILFRID SCE
71	ETS. ACHILLES SERVICES ACHILLES SERVICES
72	ETS. BILY MASTER.
73	ETS. BONNE NOUVELLE.
74	ETS. DUCHESSE.
75	ETS. M.B. SERVICES.
76	ETS. ROBERT & PRISQUE.
77	ETS. VAN ENERGIES.
78	FOUTOU CARLOS GERSON
79	GONDZIA Nadia Chrispelle
80	GRACE A DIEU G.D-SARLU
81	GROUPE MOBALI BANDA S.A. G.M.B.SA
82	HARIOM TRAVELS-SARL.
83	HOMET BLAISE
84	HONGORA GROUP/JDS CORPORATION HG/JDS
85	HORIZONS VOYAGES S.A.R.L..
86	HOTEL OLYMPIC PALACE RINNVEST HOTEL OLYMPIC PALACE
87	IBARA FÉLIX
88	IBI PIERRE
89	K.C.SERVICES K.C.S-SARLU
90	KOKOLO JOSEPH-HUBERT
91	LEKANGA PATRICK
92	LENDJIKI BASILE
93	MABIALA VICTOR
94	MAMATY - APENDI MARIE LOUISE HÉLÈNE
95	Martin VOUAMA
96	MATOKO FIDÈLE
97	MBOSSI ESPÉRANCE MARCÉLINE
98	MIKHAELS HOTEL M.H-SARL
99	MILLES TRAVEL M.T.
100	MOKOUMBOU MICHÉE EVRARD
101	MONGO YOLANDE JEANINE
102	MOUANDZA-BOUFOUENI AUBIERGE-PRISCA
103	MOUSSOYI MICHEL
104	MRAYA CONSTANT
105	MROTKA LUDOVIC
106	NAKOU BAYOULA AUGUSTE
107	NANA S.A.R.L.
108	NDOMBO MESMIN GASTIEN
109	NGAMOKOUBA GUSTEMBERT
110	NGNOLI Séverin
111	NGOUJAKA RODDY FIRMIN
112	NGOUBOU RAPHAËL
113	NIOMBELA MELE NICOLAS SATURNIN
114	N'SATOUANKAZI HONORINE
115	OKO MARIE HORTENSE
116	OLYMPIC PALACE HOTEL O. P. H
117	ONDENDE GOMA ACHILLES STÈVE
118	OSSETE BRUNOT
119	OSSOA DIEUDONNÉ
120	OTOKA LUDOVIC
121	OYALI MARTIN
122	OYELA MARIE-PAULINE
123	OYUMBI - BINDJI RAPH - ALAIN
124	POLYLOTTE P.L.G
125	RENA SERVICES-SARL.
126	SAMORY VOYAGES ET SERVICES.
127	SANTOU PAULINE
128	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE DE GESTION SCIG
129	SOCIETE C. DANDRES SARL C. DANDRES
130	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE RESIDENCE LINCOLN-IMMOCO SCI-LINCOLN-IMMOCO
131	SOCIETE CONGO TELECOM ET COMMUNICATION C.T.C.
132	SOCIETE DE GESTION HOTELIERE ET SERVICES G.H.S
133	SOCIETE HARIOM TRAVELS.
134	SOCIETE JAIPUR TRAVELS.
135	SOCIETE NATIONALE D' ELECTRICITE S.N.E
136	SOCIETE NATIONALE DE DISTRIBUTION D'EAU SNDE



137	SOCIETE TOUT NET TOUT NET	12	BENT'TSI ART & DECO
138	TSIMBA PRUDENCE	13	BRCC SARLU
139	VIC PASCAL JEAN PHILIPPE	14	BURTOP IRIS
140	YOUSSOUF - INOUA .	15	CACOGES
141	BOUNAPY GUETNY ROSTAIN	16	CHINA ROAD AND BRIDGE CORPORATION CRBC
142	NXO CONGO .	17	CHROSE .
143	SCET - TUNISIE CONGO .	18	CJIC
144	EGIS BCEOM INTERNATIONAL AGENCE CONGO BCEOM	19	CLIF DIFFUSION
145	FINANCING ACCESS CONGO-S.A.	20	COJA
146	GEOCONSULT INTERNATIONAL G.I	21	CONGO TELECOM C.T-SAU
147	OKOKO ARMAND ROBERT	22	CONGOLAISE D'AUTOMOBILE ET DE MINERALOGIE CODAMI-SARL
148	SGI CONGO S.A.R.L.U .	23	COTEMA SARL
149	SOCIETE CETE APAVE CONGO CETE APAVE CONGO	24	CREDO .
150	ABOYO ISSAMI GAVMELLE KOSTELIE	25	CREDO-SERVICES C.S-SARL
151	ADS BUSINESS .	26	DASSAULT AVIATION
152	AGRI-TRANS & CO. .	27	DELTA CONSTRUCTION & IMPORT
153	AKAMABY AMPION PRIVAT	28	DIF .
154	AKENANDE SERVICES AKS	29	DORIAN CYNTHIA ANAIS LORENA D.C.A.L PUB SARL
155	BASSEKA KANDZA BIVIAN CHADEYRON HEROL	30	DORSAH INTERIM
156	BOBANGA FRANÇOIS HERMANN	31	DUREILLE SERVICES .
157	BONGO OKANDZÉ Claudel	32	ECSGAE CONGO
158	BURTOP IRIS .	33	ENTREPRISE GENERALE D'ETUDES ET DE TRAVAUX E.G.E.T
159	COMPAGNIE COMMERCIALE DE REPRESENTATION ET DE SERVICES CORES - CONGO SARL	34	ESSY INDUSTRIE : MAFA
160	ELENGA MAGLOIRE ROBERT	35	ETS ALLIAGE MANAGEMENT .
161	ENISSA LEGER PRIVAT	36	ETS BUSINESS TEC
162	ENTREPRISE DE DEVELOPPEMENT ET DES BATIMENTS AU CONGO EDBC-SARL	37	ETS DL
163	ETS E.M.E.M	38	ETS K G FABIOLA ETS KG FABIOLA
164	ETS LA MAISON YANN-RHO .	39	ETS KC SERVICES
165	ETS LYS DE LA VALLEE .	40	ETS LES JUMELLES
166	ETS MERVEILLE .	41	ETS PRESCO CONSEIL
167	ETS. LATOUZE SERVICES L.T.S. L.T.S.	42	ETS SIMEX
168	ETS. PARIS LA DIFFERENCE .	43	ETS. GROUP SCHARIMEX .
169	ETS. SUNU KEUR .	44	F F A JURIDIQUE & FISCALE F F A J & F
170	GENERAL EURO DISTRIBUTION G.E.D-SARL	45	GAETANO ALOISIO & CO SRL
171	GFH COMMERCE & SERVICES S.A.R.L.U. .	46	GRACE A DIEU G.D-SARLU
172	GOBILLA GOMBAULT EPHREM PATRICIA GABIN	47	GROUPE A.G.S
173	IBOMBA ROMUALD PASCAL	48	GROUPE EMERAUDE
174	IFOKO MEXANT	49	Groupe GHIS SACKO
175	ISSAMBE LETCHO DAVY ALVARES	50	HOTEL RESIDENCE MARINA R.M.
176	ITOUA ALAIN RICHARD	51	HULDA TRADING
177	ITOUA BIENVENU	52	IDA FOUATION
178	JEANELLE ENGINEERING J.E-S.A.R.L.U.	53	INTERNATIONAL AURACOM SERVICE
179	KIADI née TSIMBA Adèle	54	ISTA
180	KODIAT Innocent Roger	55	JET SERVICE
181	LA CONGOLAISE DES MEDICAMENTS ESSENTIELS GENERIQUES COMEG	56	KAREN HELICOPTERE SERVICES
182	LAH BUSINESS CENTER L.B.C-SARL	57	LAZARD ET FRERES
183	LOUTANGOU Alain Ninon	58	LAZARE INDUSTRIES LIMITED
184	MABOUBA WILLY	59	LILOTA SERVICES
185	MABOUNDOU RICHPIN	60	LINK & DATA MOBILE CONGO L.D MOBILE CONGO-SARL
186	MADINGOU ANDRÉ PAUL DIEUDONNÉ	61	M 3AC SARLU
187	MAISON TABBOU M.T.	62	MAISON AUBAINE M.A.S.ARLU
188	MAKOUNBOU ADOLPHINE	63	MANOU SERVICES
189	MBON ALBERT JULIEN	64	MANOU SERVICES
190	MBON GANTSIO Davy Vianney	65	MANOU SERVICES M.S-S.A.R.L.U
191	MONGO ARNAUD KÉVIN	66	MANUFACTURE BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS
192	MOUYABI PHILIPPE	67	MELBA INTERNATIONAL LIMITED
193	MOUZEMBO HORTENSE CLARISSE	68	MN INDUSTRIE IMPRIMERIE AYESSA S.A.
194	MREKIPOKO DANIEL	69	NATALIA. NATALIA-SARLU.
195	NASS-SERVICES N.S SARL-P	70	NOGA LOGISTIQUE
196	N'DINGA DIEUDONNÉ	71	PARAMOUNT LOGISTICS CORPORATION
197	NEIDLLOI'S - IMPORT .	72	PAULE PETRONILLE
198	NGASSAKI ALAIN RUFIN	73	PROJECT CONGO P.C-SARLU
199	NGOBEYA BARTHÉLEMY	74	PROJECT CONGO P.C-SARLU.
200	NGOUNGA ROCH STANISLAS	75	PUMA INTERNATIONAL CONGO S.A. PIC S.A.
201	NKOU FREDDY	76	R.A.F S.A.R.L.
202	NTSIBALI DAVID	77	RADIO TELECOMMUNICATION IMPORT EXPORT RTI IMPEX
203	OBAMBI-OSSERE-TSENG BARRIER	78	Royal Construction
204	OGNIE CHARLES GABIN	79	Royal Construction
205	OKO ALAIN SERGE ANTOINE	80	SIBEC ORACLE
206	ONDONGO SERGE ALFRED	81	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE DE GESTION SCIG
207	ONGANIA NELAVIE DORIMENE DE GLOIRE	82	SOCIETE BLUE HERON AVIATION
208	PHARMACIE CRISTALE .	83	SOCIETE BOKAMBA MOKEMIABEKA GERVAIS DIDACE B.M.G.D. S.A.R.L.U.
209	POATY-MEATY ALIDA RAÏSSA	84	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE RESIDENCE LINCOLNIMMOCO SCI-LINCOLN-IMMOCO
210	REHOBOT REHOBOT	85	SOCIETE DE CONSTRUCTION, DES TRAVAUX PUBLICS, DE TRAITEMENT DE PRODUITS PETROLIERS ET D'ETUDES SOCOTRAPE.
211	RONEY & TRECY R & T-SARLU	86	SOCIETE DEZALTUS INVESTMENT
212	SAMBALA PAUL	87	SOCIETE ERIDAN SARL
213	SEB SEB-SARL	88	SOCIETE ERNST & YOUNGE & Y
214	SNIC-SARL SNIC-SARL	89	SOCIETE GALLEY
215	SOCIETE BIO SERVICES CONGO .	90	SOCIETE M.G.M. .
216	SOCIETE BUROTEC .	91	SOCIETE NATIONALE D' ELECTRICITE S.N.E
217	SOCIETE DE CONSTRUCTION AUX TENDANCES ACTUELLES ET EQUIPEMENT SCTA-SARL	92	SOCIETE NATIONALE DE DISTRIBUTION D' EAU S.N.D.E
218	SOCIETE ELONDA BARE S.E.B-SARLU	93	SOCIETE NATIONALE D'ELECTRICITE
219	TATY CYRIAQUE MAX ANICET	94	SOCIETE NATIONALE D'ELECTRICITE SNE
220	TCHITEMBO JEAN MARCELLIN	95	SOCIETE NGALAS WOOD INDUSTRY
221	TSAKALA ROMUALD	96	SOCIETE POPAY
222	TSIBA BERTHE NATHALIE	97	SOCIETE RADEX CONGO S. R. C- SARL
223	VOUAMA MARTIN	98	SOCIETE S.G.S.-SARL S.G.S-SARL
		99	SOCIETE SOL MUR / UDIREV
		100	SOCIETE SYLLA CONGO CAR
		101	SOCIETE ZHENGWEI TECHNIQUE CONGO S.Z.T.C
		102	SOCOFRAN
		103	SOVEMAC
		104	Sté X-OIL CONGO
		105	STEL SERVICES-SARL .
		106	SUPER LINK
		107	SYLLA CONGO CAR
		108	UNICON CONGO .
		109	VIT'PROPRE TD V.PTD
		110	VMK
		111	Y.O.T & A.N.P.S CORPORATING LTS

Liste des tiers à convoquer au titre de l'audit de la dette intérieure commerciale

N°	Raison sociale / Dénomination sociale
1	A.O.G.C. DISTRIBUTION .
2	ADVANCIA
3	AFRICA SPORT
4	AGS CONGO DEMENAGEMENTS INTERNATIONAUX - SARL AGS CONGO SARL
5	AIRCRAFT
6	ALEX CORPORATION .
7	ANG ENTREPRISES
8	ARCHITECTURE - IMAGERIE ET CONSTRUCTION A.I.C.
9	ASPERBRAS CONGO
10	AVERDA
11	AVION AIRCRAFT

RÉCOMPENSE

Denis Sassou N'Gusso et Hugues Ngouélondélé décorés par la Cavb

L'instance africaine de volley-ball a témoigné sa reconnaissance au président de la République du Congo et au ministre des Sports et de l'éducation physique pour les efforts qu'ils ne cessent de consentir pour accompagner le sport dans leur pays et en Afrique.

Au cours d'une cérémonie, le 28 octobre, le ministre des Sports et de l'éducation physique, Hugues Ngouélondélé, a reçu des mains du président de la Confédération africaine de volley-ball (Cavb), le collier d'Or décerné au chef de l'Etat pour l'importance qu'il accorde au développement du sport dans son pays et à l'épanouissement de la jeunesse. Cette distinction est soutenue par l'organisation réussie des 11es Jeux africains que Brazzaville a eu le privilège d'abriter en 2015. Amr El Wani a souligné que depuis sa première visite au Congo, dans le cadre des préparatifs de ces jeux, il était convaincu que le pays allait faire quelque chose de spécial grâce à la volonté et l'engagement de son gouvernement et de son président.

« Je suis venu au Congo plusieurs fois pour accompagner le pays à mieux préparer les Jeux africains. J'ai vu de mes propres yeux (...) le travail acharné du gouvernement de la République du Congo dans l'organisation. Depuis la première visite, j'étais sûr que l'organisation sera mieux que toutes les autres organisations. Nous avons rencontré des chefs de délégation et les représentants des pays, tous, nous étions convaincus de l'importance qu'accorde monsieur le président de la République à l'organisation de cet événement



La photo de famille après la cérémonie de décoration/Adiac

sportif », a-t-il déclaré. Et de poursuivre. « Les Congolais, vous avez la chance d'avoir un chef d'Etat qui accorde beaucoup d'importance pour l'épanouissement de la jeunesse; le sport au Congo faisant partie de cette vision ». Hugues Ngouélondélé a été, quant à lui, décoré d'une médaille d'argent par le président de la Cavb. Amr El Wani a dit reconnaître l'importance que le ministre des Sports et de l'éducation physique accorde à cette discipline, avant de solliciter de lui plus de

soutien dans la formation et l'encadrement. « Monsieur le ministre, je sais que vous accordez déjà beaucoup d'importance au volley-ball mais je vous demande plus, parce que j'ai vu que les athlètes congolais de volley-ball sont bien formés, aptes au niveau physique. C'est ainsi qu'avec du bon entraînement et un peu plus de soutien, ils peuvent avoir de très bons résultats aux championnats d'Afrique mais aussi des médailles au niveau olympique », a-t-il fait savoir.

Pour sa part, Hugues Ngouélondélé a remercié le président de la Cavb pour l'honneur fait au chef de l'Etat et à lui-même.

Par ailleurs, le président de la Fédération congolaise de volley-ball a expliqué que le président de la Cavb est venu à Brazzaville pour assister aux finales des championnats d'Afrique des clubs de la zone 4, remportées par les Forces armées et de police du Cameroun dans les deux versions. Selon lui, la visite du Dr Amr El Wani se place aussi sous le signe de la

volonté d'encourager l'évolution, le développement et la promotion de ce sport au Congo et dans la sous-région. « Grâce à nos infrastructures sportives de qualité qui ont fait que Brazzaville devienne le centre de gravité du volley-ball au niveau de la zone, il ne se passe plus une seule année sans que le Congo n'abrite une compétition zonale et continentale de volley-ball à six et de beach volleyball », a précisé Jean Claude Mopita.

James Golden Eloué

FRANCOPHONIE

La trente-sixième conférence ministérielle se tient à Monaco

La principauté accueille la rencontre, les 30 et 31 octobre, sur le thème « Réconcilier l'humanité et la planète : perspectives dans l'espace francophone à la veille des 50 ans de l'OIF ».

C'est la première fois que Monaco abrite une conférence ministérielle de la Francophonie générale; un pas important pour cette principauté. L'événement va réunir les quatre-vingt-huit États et gouvernements membres de la Francophonie où quatre cent cinquante personnes provenant des cinq continents du monde sont attendues. Parmi les membres de la délégation congolaise, l'ambassadeur Rodolphe Adada. La trente-sixième conférence ministérielle de la Francophonie va se tenir dans un lieu unique, le Grimaldi Forum, Centre de conférence emblématique de la principauté de 35 000 m², certifié depuis 2008, à la norme de certification environnementale ISO 14001.

Cette conférence fait partie des trois instances consacrées par la Charte de la Francophonie avec le sommet et le conseil permanent de cette organisation. Elle assure la continuité politique du sommet de la Francophonie.

Les assises de Monaco vont se dérouler à un moment clé pour l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) : le changement de gouvernance suite à l'élection de la nouvelle secrétaire générale lors du sommet d'Erevan, un an avant celui de Tunis durant lequel seront célébrés les 50 ans de l'organisation. Il s'agit de la première conférence ministérielle de la nouvelle secrétaire générale, Louise Mushikiwabo, élue au terme du sommet d'Erevan en octobre 2018, et qui a officiellement pris ses fonctions le 3 janvier de cette année.

Marie Alfred Ngoma

VIE ASSOCIATIVE

Une rencontre sportive pour l'unité et la cohésion des jeunes



Au centre, Romi Oyo, député de Ouenzé III, assistant à la rencontre/Adiac

L'association Lisanga 242 a organisé, le 27 octobre, au terrain Hugos dans le deuxième arrondissement de Brazzaville, Bacongo, une rencontre qui opposé l'équipe La Colombie de cette entité administrative à Elongwa posa de Ouenzé. L'objectif a été de renforcer le brassage entre les jeunes de ces deux arrondisse-

ments de la capitale.

« Le sport unit les peuples, au travers cette rencontre, nous avons voulu, entre autres, renforcer le brassage des jeunes de Ouenzé avec ceux de Bacongo sous le signe de l'unité et de la cohésion », a déclaré Ulrich Mickya, secrétaire général de l'association Lisanga 242, au terme

de la rencontre qui a vu Elongwa posa battre son adversaire sur un score de 2 à 0.

Cette rencontre sportive dite de l'unité et de la cohésion a mobilisé des milliers de jeunes venus de plusieurs quartiers de Brazzaville. Le match s'est joué en présence de Romi Oyo, député de Ouenzé III et président de Lisanga 242 et de son collègue Gérald Matsima, député de la circonscription de Bacongo II.

Pour les organisateurs, cette initiative de l'association Lisanga 242 va se poursuivre dans les autres arrondissements de Brazzaville avant qu'elle s'étende dans les autres départements du pays.

Fortuné Ibara

« Le sport unit les peuples, au travers cette rencontre, nous avons voulu, entre autres, renforcer le brassage des jeunes de Ouenzé avec ceux de Bacongo sous le signe de l'unité et de la cohésion »,